

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

I/PREMIERE PARTIE :

RIZICULTURE MODERNE ET INITIATIVE PRIVEE D'INNOVATION

Chapitre 1 : TENDANCES DE LA RIZICULTURE MODERNE

Chapitre 2 : INTEGRATION DU RURAL AU MODERNISME ET COOPERATIVE KOLOHARENA

II/DEUXIEME PARTIE : PROMOUVOIR LES SRI EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE DE RIZ ROSE

Chapitre 3 : DYNAMIQUE DES TECHNIQUES CLASSIQUES A MADAGASCAR

Chapitre 4 : MECANISATION EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE PAR LA KOLOHARENA

Chapitre 5 : EVALUATIONS COMPARATIVES

III/TROISIEME PARTIE :

PROSPECTIVES D'AUTOSUFFISANCE RIZICOLE

Chapitre 6 : PARAMETRE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE DE VULGARISATION ET CAPITALISATION D'EXPERIENCES

Chapitre 7 : DISTRIBUTION DE RESPONSABILITE

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

LISTE DES PHOTOS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES ABREVIATIONS

ANNEXES

RESUME

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

A la suite d'une exploration en 2006 par le biais du programme BAMEX, LOTUS FOOD, société spécialisée dans la commercialisation de riz exotique, a contacté la coopérative KOLOHARENA IVOLAMIARINA d'Amparafaravola (coopérative mise en place par le programme LDI de USAID) pour l'exportation de riz de variété DISTA à partir de la campagne de saison 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

1. Contexte

Ce cette expérience a été élaborée pendant la saison culturelle 2009/2010 par les techniciens Agricole du district d'Amparafaravola avec des associations KOLOHARENA, tout en préservant l'environnement dans la zone d'implantation au LAC ALAOTRA, en collaboration avec une association américaine **LOTUS FOOD** pour l'exportation de riz rose catégorie « **DISTA** » à l'étranger, surtout à l'Amérique. Les consignes techniques décrites dans cette rédaction sont issues :

- De l'étude des pratiques SRI cas de la région ALAOTRA MANGORO, district Amparafaravola,
- D'adapter les consignes techniques **SRI** aux conditions locales de la riziculture avec 15 paysans.
- De leurs motiver pour la pratique des nouvelles stratégies de production nécessitant le contexte commercial à long terme.
- De constater les différences entre l'agriculture biologique du riz **DISTA** avec un Système de Riziculture Intensif et l'agriculture moderne accompagnées des produits chimiques et pesticides

Maintenant, la phase de production évolue surtout pour les membres car ils perçoivent beaucoup d'intérêts en espérant rendre la culture de riz rose à un certains niveau d'exploitation pour fortifier la production nationale qu'internationale.

2. Choix du thème et du terrain

A Madagascar, il faut le reconnaître, l'agriculture moderne prônant l'utilisation intensive d'engrais et de pesticides a conduit à un échec. Nous ne sommes pas autosuffisants sur le plan alimentaire. Le régime alimentaire des malgaches se dégrade quantitativement (diminution de la consommation de riz et de viande) et qualitativement (moins de calories, moins de vitamines, aliments peu hygiéniques). L'environnement se détériore à cause des feux de brousse et des techniques d'exploitation inadaptées. La vulgarisation agricole ne trouve pas des thèmes porteurs capables de motiver les paysans. Les politiques de développement n'arrivent pas à stopper ni réduire l'exode rural.

L'Agriculture Biologique du riz rose se positionne comme une alternative technique et politique (dans le sens de gestion économique) à ces problèmes. Elle est la solution pour un développement durable socialement équitable pour les paysans, écologiquement viable, économiquement efficace. Le choix de ce thème pour la préparation de l'obtention d'un diplôme de « licence professionnelle en travail social » est plus idéologique, technique et commercial. Nous sommes convaincus que l'Agriculture Biologique qui associe les concepts de productivité bien définis permet d'atteindre un développement humain durable soucieux de l'environnement qui convient au contexte agricole malgache.

3. Problématique

Elle répond aux questions actuelles: comment atteindre l'autosuffisance alimentaire ? Comment régénérer les sols? Comment augmenter la productivité sans utiliser engrais ni pesticides importés et chers (soumis depuis peu à la TVA)? Comment faire face à l'insuffisance de moyens matériels ? Comment intégrer l'agriculture au développement du terroir? Comment faire pour rendre à l'efficacité de l'économie ?

Elle ramène à la réflexion suivante : la pratique de la nouvelle technique SRI du riz DISTA, destiné pour l'exportation, est elle parmi aux moyens d'aider les cultivateurs, les consommateurs, la nation.... pour échapper au contexte du sous développement ? Pauvreté, endettement, activité en péril et régression sociale

Citons Claude AUBERT, un des promoteurs de l'AS en France et en Europe: "*L'Agriculture Biologique est une technique fondée scientifiquement et ayant fait la preuve de son efficacité, mais elle est avant tout une agriculture au service de l'homme et de la nature*".

4. Objectifs

Par ce traité sur l'Agriculture Biologique, la Rédaction veut sensibiliser toutes les cultivateurs aux problèmes d'augmentation de la productivité et de protection de l'environnement, pour soulever le problème du développement durable

Le Développement durable est « la satisfaction des besoins fondamentaux du plus grand nombre aujourd'hui sans hypothéquer celle des générations futures » lutter contre la pauvreté, la recherche de partenaire pour intensifier le système de riziculture intensif (SRI) biologique DE RIZ ROSE MAGIQUE pour gagner de devise extérieur, pour dénicher le maximum de rendement et initier aux bases scientifiques et techniques de l'Agriculture Biologique.

5. Hypothèses

- La promotion du SRI Biologique accorde des priviléges pour les cultivateurs membres : donation des intrants, des matériels, des primes données par Lotus Food, l'acquisition de la nouvelle technique.
- Une agriculture durable sans détruire les composants biologiques : l'humus et les autres substances fertiles de la terre.
- Pour une santé communautaire : santé des consommateurs et de la nation
- Protection et gestion du terroir : une agriculture durable ; une économie prometteuse, environnement protégé.

6. Méthodologie

Dans le but de comprendre les activités, les objectifs, le fonctionnement, les situations financières et l'histoire de la coopérative, une partie du travail est consacrée à la recherche de documentation sur la coopérative, documents administratifs et financiers, liste des membres, situation bancaire ou autres...) et à l'élaboration des outils de collecte d'informations (canevas d'animation, fiche d'interview...)

Notre démarche part de l'holisme de DURKHEIM¹ dans ses explorations sur le fait social qui s'impose sur l'individu, pour aboutir vers l'individualisme de BOURDIEU².

6.1. Approches théoriques

La technique qui puisse se rapprocher le plus de notre sujet d'étude est le structuro fonctionnalisme. Il y a aussi la rationalité de WEBER³, dans une optique d'individualisme méthodologique. Sans oublier DURKHEIM⁴ avec ses études sur la solidarité (solidarité mécanique, dans un sens rationnel ; solidarité organique dans la société moderne).

6.2. Techniques d'enquêtes

Notre approche consiste en une perspective socio-anthropologique, c'est-à-dire que nous allons d'une part exécuter des démarches déductives et inductives, en plus d'une approche sur le terrain.

Ce qui se rapproche le plus de notre démarche méthodologique, c'est l'entretien individuel. Nous allons donc nous servir d'interviews pour connaître les données touchant notre population d'enquête. Ces qui fait que nous utilisons des concepts quantitatifs, par l'utilisation des statistiques. Nous avons construit un questionnaire standardisé pour connaître, et pour vérifier nos hypothèses.

Cependant, les techniques quantitatives ont cette tendance à la généralisation qui dérange quant à l'appréhension des réalités vécues.

C'est pourquoi, nous avons recours à quelques entretiens individuels libres, qui nous informent sur la vie intime des enquêtés.

¹ DURKHEIM (E), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Alcan, 1897, cité d'après la 13^{ème} édition, Paris, PUF 1956

² BOURDIEU (P), *La situation d'enquête et ses effets*, in BOURDIEU (P.), « La misère du monde », Seuil, col. Points, paris, 1993. In DANTIER (B), « Textes de méthodologie en sciences sociales », un document produit en version numérique par Bernard Dantier, bénévole', Docteur en Sociologie de l'école des hautes études en sciences sociales membres de l'équipe EURIDES de l'Université de Montpellier 3.

³ WEBER (M), *Economie et société*, Plon, Paris, 1965

⁴ DURKHEIM E, *Le suicide. Etude de sociologie*, Paris, Alcan, 1897, cité d'après la nouvelle édition, Paris, PUF 1956

6.3. Techniques d'échantillonnage

Nous avons pris comme échantillon, les bénéficiaires ayant obtenu plus d'un avantage auprès de la Coopérative Koloharena. Cependant nous avons pris soin de choisir un échantillon sur la base d'une démarche probabiliste, à partir de la population mère. Ils habitent à la périphérie du district : Morarano, Ambalafary, Ambodimanga.... Qui sont les zones d'intervention de cette coopérative. Pour ce faire, nous avons approché 90 individus d'enquêtes dont la répartition est la suivante.

TABLEAU 1 : REPARTITION PAR AGE DE L'ECHANTILLON

Age	Pourcentage
20	3,3%
21	3,3%
23	6,7%
24	6,7%
25	3,3%
26	3,3%
28	3,3%
29	3,3%
30	3,3%
31	3,3%
32	3,3%
33	6,7%
35	3,3%
36	3,3%
38	3,3%
39	3,3%
41	3,3%
43	3,3%
44	3,3%
45	3,3%
47	3,3%
48	3,3%
52	6,7%
59	6,7%
62	3,3%
TOTAL	100%

Source : enquêtes personnelles, 2011

TABLEAU 2 : REPARTITION PAR SEXE

Sexe	Pourcentage
Masculin	75%
Féminin	25%
TOTAL	100%

Source : enquêtes personnelles, 2011

Nous voyons par ce tableau qu'il y a plus des hommes et des individus ayant en moyenne de 25 à 40 ans qui ont recours à la production rizicole, chez la Coopérative Koloharena Amparafaravola.

PREMIERE PARTIE :

RIZICULTURE MODERNE ET INITIATIVE PRIVEE D'INNOVATION

PREMIERE PARTIE :

RIZICULTURE MODERNE ET INITIATIVE PRIVEE D'INNOVATION

En 2008-2009, l'intervention d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières a été sollicité pour appuyer la coopérative et ses membres qui produisent du riz DISTA BIO en vue d'une certification biologique. L'appui consistait essentiellement à former les producteurs (25 paysans membres de 10 associations Koloharena produisant du riz sur 25,7 ha) sur les normes européennes (CE) et les normes américaines (NOP) de la production biologique et à les aider pour la certification biologique de la production (correspondance avec ECOCERT et, système de Contrôle interne).

De Janvier 2010 à Juin 2010, la coopérative Koloharena a bénéficié de l'appui à plein temps de deux corps de la paix (PC) dans l'objectif d'améliorer leur correspondance avec Lotus Food de les appuyer pendant tout le processus de production et surtout pour améliorer l'aspect gestion en général.

RIZICULTURE MODERNE ET INITIATIVE PRIVEE D'INNOVATION

Chapitre1. TENDANCES DE LA RIZICULTURE MODERNE

1.1 UN MALAISE MONDIAL...

Au "Sommet de la Terre" de Rio de Janeiro, en juin 1992, la question préoccupante posée aux représentants des gouvernements du monde entier a été : "*Comment concilier les impératifs du développement avec ceux de l'environnement ?*". Tous les effets négatifs des actions humaines sur l'environnement furent rendus publics par les chercheurs scientifiques :

- épuisement des ressources de la terre.
- accumulation des déchets polluants.
- transformations du climat dont le phénomène de réchauffement est le plus flagrant.

Il s'est avéré urgent de modifier les pratiques industrielles modernes afin d'éviter que leurs effets néfastes sur l'environnement ne deviennent irréversibles. L'enjeu principal était d'associer pays en voie de développement et pays industrialisés sur la base de besoins mutuels et d'intérêts communs, pour assurer l'avenir de la planète.

1.2 RAPPEL HISTORIQUE

1.2-1 L'Agriculture traditionnelle

Dans la nature, tout être vivant a sa fonction comme chaque maillon son utilité dans une chaîne. *L'immense lot d'organismes vivants (plantes, animaux, champignons, bactéries)* mis en présence a établi des connivences ainsi que des antagonismes nécessaires pour éviter aux uns de trop envahir et aux autres de souffrir longuement ou de gêner inconsidérément, pour renouveler l'espèce et tout cela afin que l'ensemble pût vivre immanquablement en harmonie.

Dans les temps anciens, nos ancêtres présidaient à ces arrangements sans rien troubler: ils prélevaient un peu de bois, des feuilles, des fruits, du gibier... faisant corps avec la Nature... Jusqu'au moment où la population s'étoffa et fit basculer l'équilibre des conventions naturelles. Il fallut cultiver pour se nourrir. La forêt a cédé la place à des espaces

disponibles. La venue de l'élevage ; gros consommateur de plantes de toutes sortes ; a demandé à l'homme d'établir d'autres conventions. L'économie naturelle d'un patient entretien a cédé le pas à d'autres dispositions d'accordement.

Les travaux primitifs réalisés à l'aide d'outils simples ne perturbaient guère la vie du sol. Mais quand la charrue vint creuser de profonds sillons et que l'utilisation d'engrais et pesticides chimiques s'intensifia, l'humus fut enterré avec sa vie aérobie, et tout bascula.

1.2-2 L'Agriculture Moderne :

Des chercheurs allemands et français au 19ème siècle étaient persuadés que les végétaux ne puisaient dans le sol que des éléments minéraux solubles provenant de roches ou de matières organiques minéralisées (ils n'ont pas pensé que les plantes préfèrent généralement se nourrir d'éléments organiques préparés par les micro-organismes du sol). Le chimiste allemand Justus Von LIEBIG n'hésita pas à faire sienne cette théorie (qu'il désavoua sur le tard) et ce fut la course aux engrais chimiques.

1.2-3 La révolution verte :

Dans les années 50 à 70, la Révolution Verte prônait avec certitude des technologies prometteuses pour se lancer dans une course effrénée à la production: utilisation de variétés culturales "améliorées à hauts rendements", d'engrais et de pesticides chimiques de plus en plus spécifiques, de matériels onéreux, remembrement de terres pour l'extension de monocultures intensives...

La Révolution Verte fit d'abord un bond inespéré mais qui ne devait plus se maintenir qu'à grand renfort d'adjutants toujours plus nécessaires... pour retomber de très haut au cours des décennies suivantes. Loin d'avoir apporté une solution durable aux problèmes agricoles, la Révolution Verte qui s'étendit en Asie puis un peu en Afrique, ne peut plus leurrer les pays du Tiers-Monde à présent.

1.3. EFFETS DE L'AGRICULTURE MODERNE

1.3-1 Atteintes à l'environnement

- Décroissance rapide des hauts rendements à tel point que les rapports souvent ne couvrent plus les investissements consentis, un nombre important d'agriculteurs "modernes" ont fait faillite.
- Dégradation des sols qui se trouvent **dégarnis et stérilisés**, à la merci de l'eau et du vent, **3 milliards de m³ de terre arable** perdus chaque année dont la moitié serait due à l'agronomie dite moderne; **l'Amérique connaît aujourd'hui un nombre impressionnant d'exploitations désertiques.**
- Salinisation des terres irriguées sans drainage, déjà **30 millions d'hectares de sols salés et irrécupérables dans le monde.**
- **Pollution des eaux** par infiltration d'engrais solubles et de produits de traitement, les nappes phréatiques deviennent toxiques et les lacs empoisonnés; en **Europe** on n'a jamais tant acheté de bouteilles d'eau de boisson que maintenant.
- **Appauvrissement de la faune et de la flore locales** (arbres, haies, herbes, oiseaux, gibier, abeilles...).

1.3-2 Inadéquation des techniques agricoles

- **Déséquilibre biologique de la plante** (perturbation de son métabolisme) qui amoindrit son système d'autodéfense (vulnérabilité aux agressions climatiques et parasitaires) ;
- Destruction dommageable de certains prédateurs alliés du cultivateur (ennemis naturels des ravageurs) ;
- Augmentation du potentiel biotique des animaux et autres organismes indésirables à force de traitements (phénomènes de vaccination, fécondité étonnante, longévité accentuée...) par apports de nutriments imprévisibles dans le végétal traité.
- Mutation d'espèces plus résistantes.
- **Sensibilisation nouvelle d'une plante à une agression inconnue** autrefois.

1.3-3 Consommateurs en péril

- Appauvrissement nutritif des denrées alimentaires obtenues en cultures forcées à coup d'engrais et de préservateurs chimiques, ayant poussé dans des conditions artificielles allant jusqu'aux productions hors sol (sur laine de roche arrosée à l'eau fertilisée chimiquement !) ;
- Lent empoisonnement de l'organisme humain par rémanence de produits toxiques : DDT dans le lait maternel, **Aldrin** rémanent dans le sol qu'on retrouve dans les carottes; il faudrait, en bonne logique, peler sur 2 cm une pomme marchande de bel aspect traitée de 7 à 11 fois pour éliminer tous les poisons accumulés dans son épiderme...
- Pollution de l'atmosphère : ne va-t-on pas jusqu'à déconseiller aujourd'hui de cultiver à moins de 150m d'une grande route fréquentée en raison des émanations de plomb des gaz d'échappement des automobiles !
- Et tout récemment encore, la maladie de "**la vache folle**" apparue chez des bêtes herbivores mais nourries avec de la **farine animale** pour **produire plus et plus vite** !
L'homme se trouve agressé de toute part. Fort heureusement il se maintient ordinairement en santé par un étonnant système compensateur qui tend à le maintenir à un niveau normal d'existence. Mais cet avantage ne peut lui permettre de jouer trop longtemps avec l'irrationnel.

Il en résulte alors que la pratique de l'agriculture moderne, avec emplois abusives des substances chimiques en matières de production, en matière de consommation entraînent un malaise mondiale : destruction de l'environnement, apparitions de nouveaux espèces destructeurs, épuisement des ressources de la terre et autres.

Chapitre2. INTEGRATION DU RURAL AU MODERNISME ET COOPERATIVE

2.1. LA COOPERATIVE KOLOHARENA IVOLAMARIANA AMPARAFARAVOLA



<Source : koloharena amparafaravola (photos 1)

Ce schéma montre le bureau de la Coopérative et les responsables de son fonctionnement avec l'aide des deux volontaires du corps de la paix. Elle est :

- Crée en 2003
- Son siège social à Besarety Amparafaravola Alaotra Mangoro
- 15 associations
- Représentée par son président ANDRIAMANANTSEHENNO Harisoa



Des associations appelées **Koloharena ou KH** qui s'engagent à prendre en charge le développement des activités agricoles de leurs membres respectifs, tout en préservant l'environnement dans leurs zones d'implantation à Lac Alaotra, ont été mise en place dans le cadre du projet « **Landscape Development Interventions** » ou **LDI**. Ces associations de base sont regroupées, par la suite, dans une structure fédérative, appelée Fédération des KH (association régie par l'ordonnance 60-133). Cette fédération a été transformée en coopérative pour pouvoir gérer ces activités économiques et commerciales. C'est dans ce contexte que la coopérative IVOLAMIARINA, qui travaille comme un opérateur économique dans la zone du projet BVLAC, a été créée à Amparafaravola le 23 mai 2003. Elle a comme principale activité [l'exportation du riz rose à l'extérieur de Madagascar](#), en plus du centre d'approvisionnement en intrants, la fabrication des bougies de JATROPHA...

La coopérative est reconnue comme membre de la confédération Nationale des KH. Pour résoudre la première campagne d'exportation du riz rose, c'était la CNKH (par l'intermédiaire du Président du CNKH) qui a géré le premier versement de LOTUS FOOD.

[La coopérative](#) fait partie des opérateurs économiques dans la ville d'Amparafaravola. Pendant la manifestation agricole annuelle dans la zone, celle-ci est toujours [invitée à représenter ses activités](#). Lors des réunions au niveau communal, la coopérative est représentée.

C'est dans ce cadre qu'elle collabore avec LOTUS FOOD, une entreprise Américaine exportatrice de riz rose de faire en sorte qu'elle continue à exercer ses fonctions pour une forte pérennisation de la coopérative.

2.2. DIAGNOSTIQUE DE LA COOPERATIVE

2.2-1. PRESENTATION DE LA COOPERATIVE

«IVOLAMARIANA KOLOHARENA »

La coopérative **IVOLAMARIANA KOLOHARENA** a été constituée à Amparafaravola le 23 mai 2003 et régie par la loi n° 99-004 du 21 Avril 1999, relative aux coopératives. Elle a comme responsabilité de :

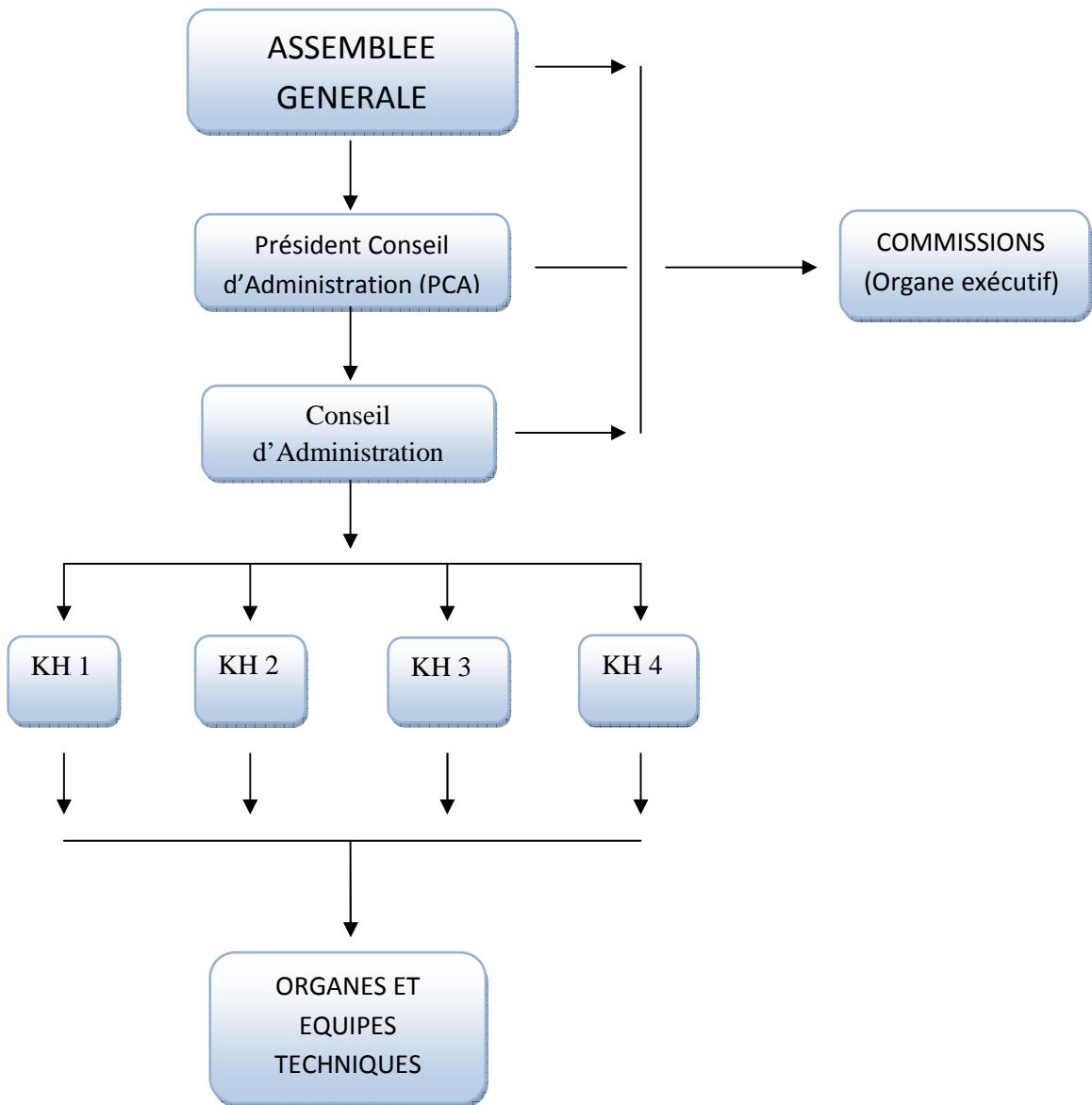
- Promouvoir les 15 associations KH regroupées en son sein.
- Nouer des relations avec KH membres de la coopérative.
- Lutter contre la pauvreté.
- Résoudre les problèmes qui constituent un facteur de blocage au développement agricole des membres
- Collaborer avec les différent Ministères ci-après : Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche, sur les activités relatives au développement économiques de leurs membres
- Diffuser les innovations techniques, au niveau de leurs membres
- Protéger l'écosystème local, et régional
- Donner l'exemple dans le domaine de la protection de l'Environnement
- Faciliter la relation avec les bailleurs de fonds et notamment les autorités malgaches
- Collaborer avec ses partenaires
- Rendre professionnelles les associations KH

Elle est composée par 50 membres fondateurs dont 11 associations KH et 39 membres individuels.

Les organes de la coopérative sont composés par :

- L'assemblée Générale des membres (AG)
- Le conseil d'administration (CA)
- Les commissions diverses :
 - Centre d'approvisionnement
 - Fabrication de la bougie en JATROPHA
 - Exportation de riz rose
 - Collaboration et Relation avec les Partenaires (CNKH, Autres Projets, Autres coopératives, les fédérations internationales...)

2.2-2 ORGANIGRAMME



Tous les organes de la coopérative ont été mis en place le jour de sa constitution. L'AG est composée de **50 membres** fondateurs (dont **11 associations KH** représenté par leur président respectif et **39 membres individuels**). Le conseil d'administration et à son deuxième mandat. Il est composé de neuf membres.

Un organe spécifique de contrôle (notamment d'ordre financière) a été instauré au sein de la coopérative. L'équipe technique est composée d'un directeur-gérant et d'une vendeuse ainsi que d'un gardien. Ils ont tous été recruté par le président en activité avec l'avis du CA.

Une équipe de vulgarisateur de base a été mise en place par le LDI, à raison d'un **vulgarisateur par KH**. Ils sont chargés de diffuser et de sensibiliser des innovations techniques et de la tenue des formations pour la préservation des qualités et des quantités des produits agricoles des membres.

La tenue régulière des AG et des réunions des membres du CA et la constitution des commissions sur chaque activité et surtout l'organe de contrôle et de suivi s'avère indispensable pour dresser la situation et la confiance au sein de la structure.

2.2-3. FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE LA COOPERATIVE

2.2-3-1 Assemblée Générale

L'Assemblée générale est composée par les 50 membres fondateurs (dont : 11 Associations KH représentées par leurs présidents respectifs et 39 membres individuels).

Les services rendus énoncés ci-dessous sont leurs tâches :

- La mission de la coopérative elle-même (promouvoir les Associations KH regroupées en son sein, faciliter le travail des KH par la recherche des fournisseurs d'intrants agricoles, de matériels agricoles, faciliter l'intercommunication...)
- La régularité des tenus des AG et les modalités y afférentes (ses attributions, ses rôles...)
- La constitution des membres du conseil d'administration (ses fonctions, ses rôles et ses attributions...)
- La régularité des tenus des réunions des membres du CA (Elaboration, présentation du PTA/CPE au niveau des AG...)

2.2-3-2 Le conseil d'administration :

Les membres du CA se réunissent une fois par mois sur convocation du Président pour suivre l'évolution périodique des activités de la coopérative et la situation financière, notamment le recouvrement des fonds.

2.2-3-3 Les commissions diverses :

En dehors de l'équipe technique, composée de la gérante, de la vendeuse et d'un gardien, la coopérative n'a pas d'autres commissions. Une équipe de vulgarisateurs existait et tenait une réunion mensuelle avec les membres du CA. Après chaque réunion, ils sont indemnisés par la coopérative.

Les activités de la coopérative sont assurées par l'équipe technique du président. L'équipe est obligée d'engager des temporaires pour les activités spécifiques.

2.3. LES ACTIVITES MENEES PAR LA COOPERATIVE

2.3-1. LE CENTRE D'APPROVISIONNEMENT

Le centre d'approvisionnement est situé dans la ville d'Amparafaravola qui au moment de son ouverture, a bénéficié d'un appui du projet LDI en intrants et matériels agricoles. Les membres de la coopérative (KH et individus), munis de leur carte de membres, pouvaient venir s'approvisionner au centre pour avoir un prix de vente réduit par rapport aux autres clients. Cette bonification est définie annuellement. La vendeuse (le titulaire de poste) inscrit chaque produit vendu avec la quantité et le montant reçu. Elle fait le total à la fin de la journée et verse la recette après deux ou trois jours pour un montant moyen de 100000 Ar à 120000 Ar. Les factures des fournisseurs et les bons de commandes ne sont pas classés mais mélangés dans une chemise. Un cahier de stock est tenu pour quelques produits

Comme il a été dit, les recettes du centre d'approvisionnement constituent la petite caisse de la coopérative, car les petites dépenses sont assurées par les recettes journalières.

2.3-2 LA FABRICATION DE LA BOUGIE « JATROPHA »

La coopérative IVOLAMIARINA est financée en 2009 par la fondation TANY MEVA pour la fabrication de la bougie à partir des graines de JATROPHA. D'après les responsables, tout le matériel nécessaire est déjà sur place (presse, produits de la composition comme la cire) mais il manque les graines. Au niveau de la coopérative, personne n'a été désignée pour être responsable de cette activité. Le Président avec le personnel technique a été formé par des techniciens de la Fondation TANY MEVA. Une partie de financement est consacrée à l'achat des graines. Le Président fait tout simplement courir le bruit pour un besoin des graines et les paysans qui ont ramassé les ramènent à la coopérative. Il n'y a pas vraiment d'organisation précise et ni de délai fixé. Un local est toujours financé par la Fondation a été construit à Ampasimbola pour servir d'atelier de fabrication. Il est à signaler que la mise en œuvre a déjà démarré.

2.3-3 L'EXPORTATION DE RIZ ROSE

RIZ DISTA BIOLOGIQUE



Source : koloharena amparafaravola (photos 2)

La collecte du **riz rose** est à son deuxième campagne d'exportation. La première campagne a commencé lorsque **LOTUS FOOD**, une association américaine, a commencé à demander du **riz bio**. C'est le projet ERI qui a rapproché la coopérative avec l'association américaine. Les paysans ont commencé la culture du **riz rose** en début de campagne 2007/2008. **LOTUS FOOD** a avancé de l'argent pour l'usinage et la préparation du riz rose jusqu'à l'exportation. Le prix d'achat du paddy aux paysans est de **700 Ar** le kilo. Signalons que ce prix est vraiment avantageux, car le prix du marché était encore à moins de **400 Ar**.

Lors de cette première exportation, c'est la confédération nationale (**CNKH**) qui s'occupait de l'exportation, car la coopérative n'avait pas la possibilité de mener l'opération (faute de carte rouge, de carte statistique et de certification). Selon le premier responsable de la coopérative, **24000 Dollars** américain ont été versés au compte du **CNKH** pour assurer l'achat du paddy et payer les différents frais tels que l'usinage, la sacherie, le transport et la transit, ainsi que les frais de douanes. Cette première exportation a été effectuée au mois de Janvier et Février 2009 et l'usinage a été effectué par l'usine **FANAMPY RICE MILL** de **VOHIDIALA**. Sur les 25 tonnes usinés, la coopérative a pu envoyer 15 tonnes usinés en Californie correspondant à un conteneur (une partie a été commercialisée sur place).

Au cours de la campagne 2009/2010 : **102 tonnes de paddy** ont été collectés. En effet, le préfinancement de LOTUS FOOD n'a pas été honoré vu la situation socio politique à Madagascar. Après la première campagne, LOTUS FOOD a écrit par mail à la coopérative qu'elle souhaiterait continuer la collaboration. Il y a un contrat et lettre de commande. LOTUS FOOD a voulu que la coopérative prend en charge et se comporte comme un partenaire commercial.



Source : koloharena amparafaravola (photos 3)

MARCHE DE RIZ ROSE :

➤ COMMERCE INTERNATIONALE

- Etats Unis d'Amérique (Lotus Foods)
- BIO et CVT
- La première expédition du riz rose biologique : Novembre 2010

➤ COMMERCE LOCAL

- CODAL Antananarivo

2.3-4 VULGARISATION AGRICOLE

La mise en place des vulgarisateurs de base au niveau des associations Koloharena a fonctionné pendant l'encadrement du projet LDI et ERI. Les agents ont en charge de donner des conseils et appuis aux paysans membres des KH dans la conduite de leur exploitation. Ils ont été formés, et une réunion mensuelle avec le CA de la coopérative est tenue et qui sert à :

- Leur donner des informations à faire descendre aux membres des KH
- Les former sur de nouvelles techniques qu'ils auront à transmettre aux KH
- Renforcer leur rôle d'appui-conseil aux membres des KH
- Aider à la prise de décision dans les réunions des KH

Tableau 3 : terrain, cultivateur, superficie cultivée, qualité de production 2009/2010

SOURCE : Coopérative KOLOHARENA AMPARAFARAVOLA

CLASSIFICATION et PRODUCTION CAMPAGNE 2009-2010					Prévision de X°(Tonne)	
N°	Cultivateurs	Superficie (ha)	Lieu de Plantation	Parcelle	Biologique(BIO)	Conventionnel(CVT)
1	Cultivateur 1	1	Maille 2 Morarano Nord	BIO	4	
		0,5	Ambondrona	C1		2
2	Cultivateur 2	1,5	Maille 3 Ambohimandroso	BIO	6	
3	Cultivateur 3	1	Ambalavato	C3		4
		1	Ambalavato	C1		4
4	Cultivateur 4	0,75	Maille 3 Lot 333	BIO	3	
5	Cultivateur 5	1,5	Maille 11 Ivakaka	C3		6
6	Cultivateur 6	2,5	Ampasika	BIO	10	
7	Cultivateur 7	2,5	Ampasika	C1		10
8	Cultivateur 8	0,8	Ampasikely	BIO	3,2	
9	Cultivateur 9	0,8	Ambandrika	C1		3,2
10	Cultivateur 10	1	Maille 9	BIO	4	
11	Cultivateur 11	1	Maritampona	C1		4
TOTAL		15,85			30,2	33,2

Superficie :

15,85Ha

Production : 63,4 Tonnes dont 30,2 Tonnes Biologique et
33,3 Tonnes Conventionnel

BIO: Biologique

C1 : Conventionnel première

année

CVT: Conventionnel

C3: Conventionnel deuxième
année

Ce tableau montre la réalité du terrain cultivée ainsi que sa superficie, en montrant la quantité de production que koloharena gagne. Chaque année, elle gagne comme rendement de 63,4 tonnes dont 33,3 Tonnes sont des produits biologiques et 30,2 Tonnes des produits en conversion bio.

Analyse : par la pratique de la nouvelle pratique de production, et emplois des engrais biologiques, une superficie de 15,85 Ha rende 63,4 tonnes de paddy qui est en moyenne de 4 tonnes / hectares. Tandis que l'agriculture traditionnelle n'avais plus que 2,5 à 3 tonnes/ hectares.

Depuis que la coopérative exporte le riz rose à l'étranger , il y a motivation sur le plan financière, matériel, technique de leurs membres. Ces derniers ont connu beaucoup d'avantage par rapport aux autres cultivateurs qui ne pratiquent que les cultures traditionnelles du père en fils ; ne pratiquent guère des nouvelles techniques : SRI, SRA.... Certains cultivateurs ont du employés des engrais et intrants chimiques pour renforcer la production sans [penser aux conséquences néfastes ultérieurs](#), sans penser à une [agriculture durable](#) avec la conservation de [substances organiques de la terroir](#). De ce fait les Coopératives membres décident d'appliquer cette nouvelle invention dans une plus vaste superficie car la production du riz rose DISTA biologique est plus avantageuse, de plus ils sont motivés matériellement, financièrement et techniquement...Elle devient PRODUCTIVE, c'est pour cela qu'elle entre dans l'histoire [du 3P \(Partenariat Privé public\)](#), partenaire commerciale de la région et travail avec les autres organismes : les CTD (Collectivités Territoriales décentralisées) de la localité BVLAC, ERI, TANY MEVA.....à l'Amérique : LOTUS FOOD.

DEUXIEME PARTIE

**PROMOUVOIR LES SRI EN AGRICULTURE
BIOLOGIQUE DE RIZ ROSE**

DEUXIEME PARTIE

PROMOUVOIR LES SRI EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE DE RIZ ROSE

Malgré ce qui est dit fréquemment dans la littérature consacrée au développement, les techniques traditionnelles ne sont plus adaptées à cause des changements d'environnement. La culture itinérante sur brûlis de forêt, par exemple, ne peut se maintenir qu'avec une densité démographique ne dépassant pas 5 habitants au km². La croissance démographique rend inopérants les systèmes traditionnels qui sont basés sur la reconstitution de la fertilité par la repousse de la forêt ou par la jachère. Dès que les intervalles entre les cycles de culture se raccourcissent, la dégradation du milieu physique est inéluctable. Il est donc impératif de mettre en place des systèmes de culture améliorant à la fois la production et la fertilité du sol. Par contre, il est toujours dangereux d'importer dans les pays tropicaux, sans examen approfondi, les méthodes de culture des pays tempérés.

Chap.3 DYNAMIQUES DES TECHNIQUES CLASSIQUES A MADAGASCAR

3.1. Les systèmes de culture qui semblent valables à long terme à Madagascar sont pour l'instant

- a) La riziculture améliorée avec plants jeunes et vigoureux (5 à 15 jours) repiqués en ligne un par un dans une boue visqueuse et correctement planée. Trois sarclages à la houe rotative, exécutée tous les huit ou dix jours à partir du repiquage, suffisent à assurer une bonne croissance du riz. Si la rizièrre est drainée sur son pourtour et alimentée avec un minimum d'eau suffisant à maintenir l'humidité du sol, la pénétration de l'eau de pluie assure l'aération du sol de la rizièrre sans assèchements intermittents. Cette riziculture intensive est rendue encore plus efficace par les cultures dérobées d'hiver à condition qu'elles ne soient pas limitées par le gel ou une alimentation insuffisante en eau.
- b) Le drainage des petits marais de la Côte-Est, dans les vallées qui découvrent les collines, permet une riziculture à deux ou trois cultures par an dont les productions constituent un progrès impressionnant par rapport au système traditionnel (drainage de ceinture asséchant le marais, l'eau d'irrigation étant introduite de l'extérieur à partir de lacs collinaires ou en utilisant la pente de la vallée).
- c) La mise en valeur des collines suppose l'aménagement antiérosif avec fossés ou talus de protection suivant les courbes de niveau, une utilisation régulière de fumier de ferme (compost), l'emploi de bœufs de travail avec le matériel correspondant et des assolements réguliers : la rotation maïs - soja (ou autre légumineuse) est un assolement vivrier intensif. On peut y introduire un riz pluvial et faire la rotation sur trois ans. On peut aussi y introduire des cultures fourragères ou à tubercules.
- d) Pour la Côte-Ouest, aucun système de culture amélioré et améliorateur, n'a été essayé en dehors des périmètres irrigués.

3.1-1. Techniques permettant le démarrage du développement agricole sans investissement monétaire ni aide extérieure

Quand on y réfléchit, beaucoup de choses permettent un progrès, faible ou important, uniquement par amélioration des techniques culturales ou d'élevage traditionnelles. L'augmentation de récolte venant de ces opérations permettra par la suite des investissements faibles en capitaux dont les résultats devront permettre au bout de quelques années de passer à des investissements normaux et réguliers. Il faut commencer par un investissement-travail ne nécessitant aucun apport financier.

N.B. : Les exemples qui suivent ne sont que des exemples et on pourrait en ajouter beaucoup d'autres.

3.1-2. Techniques concernant les cultures :

- amélioration des semis (bonne profondeur et régularité),
- amélioration des repiquages (plants jeunes et vigoureux - un par un – à 2cm de profondeur)
- amélioration des sarclages (sarclage à la houe rotative ou, si elle manque, par des moyens de fortune comme la planche à clou ; les Chinois n'hésitent pas à faire leur premier sarclage 8 à 10 jours après le repiquage, à genoux dans la rizière, en travaillant à la main).

3.1-2.2 Techniques concernant les aménagements :

- protection antiérosive des sols de colline,
- maîtrise de l'eau dans les rizières,
- drainage permanent des rizières tourbeuses,
- réunion de micro parcelles en parcelles plus grandes.

3.1-2.3 Techniques concernant la fertilisation :

- utilisation de litières (matière végétale) dans la fabrication du fumier ou compost,
- enfouissement du fumier en doses suffisantes (20 à 60 T/ha = 2/3 à 2 charrettes/are) en Mai ou Juin (en Mars - Avril sur des terres de défriche) sur les terres de culture et avant la plantation du manioc et des patates.

3.1-2.4 Techniques concernant la préparation du sol et son travail :

- préparer les rizières pour le repiquage et les terres de culture pour les semis, par plusieurs passages successifs, dont le moment est choisi en fonction de l'état du sol, jusqu'à obtenir la qualité de sol voulue (boue visqueuse pour le riz et terre fine sans mottes ni débris végétaux pour les collines).
- calendrier agricole précis (en fonction de l'état du sol et du temps qu'il fait) pour faire chaque travail au moment le plus opportun.

N.B. : Il est beaucoup plus rentable de cultiver peu et bien que de cultiver beaucoup et médiocrement. Un travail vite fait et sans soin n'est pas rentable. Un travail parfait est toujours payant, même s'il prend deux fois plus de temps. Les frais correspondent aux surfaces cultivées et à la négligence. Les profits viennent des rendements et de la qualité du travail.

1. Techniques améliorantes par des investissements productifs à faible consommation de capital

3.1 Techniques concernant les cultures :

- variétés améliorées : après essais et par extension progressive
- cultures dérobées sur rizières pendant l'hiver

- intensification de la production de fumier
- protection des semences contre des maladies ou des insectes habituels
- cultures fourragères
- légumineuses améliorantes

3.2 Techniques concernant les aménagements :

- drainage permanent de marais de faible surface
- chemins facilitant les transports (fumier, récoltes, outils)
- réunion de plusieurs parcelles en une parcelle plus grande
- amélioration de la forme des parcelles.

3.3 Techniques concernant le travail :

- amélioration des outils manuels
- meilleure répartition des travaux agricoles surtout pendant l'hiver.

2. Investissements productifs constituant un progrès important dans l'amélioration de la production et se répartissant sur plusieurs années

- culture attelée bovine, à 1 bœuf pour la 1ère étape et pour les surfaces inférieures à 2 ha
- aménagements hydrauliques individuels ou collectifs
- amélioration du matériel de culture attelée
- organisation du travail.

3. RESULTATS

Les exemples donnés dans les trois paragraphes précédents sont loin d'être exhaustifs. Le choix des investissements à base de travail ou de capital permettant l'amélioration de la production dépend des caractéristiques de l'exploitation et de son environnement économique. D'une manière générale il convient d'être prudent sur l'emploi des techniques exigeant des marchandises importées (engrais, pesticides, désherbants, matériel motorisé, etc...) et de s'interdire le recours au crédit qui n'est valable à Madagascar que sur le très court terme (crédits

Chap. 4: MECANISATION EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE PAR LA KOLOHARENA

La pratique en Agriculture Biologique en divers pays s'intensifiera et gagnera d'autres régions. La recherche de la rentabilisation économique poussera à chercher les astuces de production les plus rentables. Prévoir ce que l'Agriculture Biologique se généralisant sera en 2030 est encore difficile. Il existe plusieurs écoles. Laquelle prévaudra?

Les "convertis" à l'Agriculture Biologique qui militent en faveur d'une agriculture durable partent à l'offensive avec le matériel qu'ils utilisaient autrefois et qu'ils doivent rentabiliser. D'autres s'en tiennent à ne plus utiliser d'engrais ni autres produits chimiques.

C'est déjà un acquis considérable mais cependant géré sur d'immenses surfaces sans connivence avec l'arbre, les haies ou les légumineuses affouillant le sol... Comment procéderont leurs successeurs?

A Madagascar, l'engouement pour "l'agri-artificialité" n'est pas encore connu et la situation ne permet pas de révolutionner l'agriculture à coups de nouveautés. Il faut raisonner sur ce qui existe et imaginer ce qu'il faudrait entreprendre pour ne pas être en retard sur ceux qui s'y emploient ailleurs. Il faudra être présent à l'heure des grands rendez-vous par un épanouissement paysannat d'abord et des enrichissements commerciaux ensuite. Ne pas penser déjà aux grosses surfaces productives. Raisonner en termes "**villageois**" et se dire qu'il est urgent que chaque famille paysanne devienne une unité de production pour un développement rural intégré. Avec plus de 70% de vrais ruraux propriétaires, que ne peut-on pas produire pour devenir riche!

A l'heure d'une main-d'œuvre pléthorique, ne pas chercher une mécanisation intensive qui, en aidant l'industrie étrangère à survivre, accentue le chômage. Ne plus être tristement dépendants. Mais ne pas refuser systématiquement non plus ce qui est faisable et peut donner un bon coup de pouce. Raisonner et bien choisir une technologie à la hauteur des possibilités réelles locales.

1. Les caractéristiques de la mécanisation en Agriculture Biologique catégorie DISTA

Tous outils de jardinage et machines agricoles qui ne bouleversent pas la vie microbienne du sol par de profonds retournements sont biologiques. Semoirs, herses, rouleaux divers sont des instruments "bio" jusqu'aux pulvérisateurs, pour autant qu'ils n'empoisonnent pas sol et plantes à l'aide de produits chimiques.

Pour le compostage de la biomasse

- ❑ Broyeur à manivelle

Les broyeurs à manivelle sont utilisés pour découper les herbes et les substances organiques afin d'obtenir le composte biologique



Photo 4



photo5

Source : association paysanne KOLOHARENA

Pour le hersage des rizières

- ❑ Grande Herse à 15 lames (pour 2 bœufs vigoureux)

Cette grande herse permet le travail de la boue sans dépense beaucoup d'argent par l'emploi des machines agricoles comme les tracteurs et kubota...Aussi pour avoir la certification biologique ; pour la protection de l'environnement et pour une agriculture durable sans destruction des composantes organiques du terroir.



PHOTO 6 : Monsieur RAZAFINDRATOVY Solofo Hery, 12 février 2011 (Cultivateur membre à la Coopérative en train de herser sa rizière) UNE AGRICULTURE BIOLOGIQUE

- ❑ Herse à lames, légère (pour 1 bœuf ou 2 à 3 hommes)

Voici un autre type de herse qui peut être tirée par un seul bœuf ou par 2 ou 3 hommes. Elle peut être utilisée si la superficie du terrain cultivable est assez petite et aussi si les cultivateurs ne possèdent plus

des bœufs. Elle minimise la dépense car on n'est pas obligé d'acheter des machines ou des nombreux bovins pour accomplir le travail.



PHOTO 7 : famille RAKOTOMANDIMBY, mail 4 Ambohijanahary, commune Amparafaravola du 15 janvier 2011 (le travail de la boue se fait par des simples matériels sans dépensé trop puis bien entretenu)

Herse à lames jardinière (pour 1 homme)

Il y aussi ce qu'on entend par herse à lames jardinière destinée pour une personne. On emploi souvent ce matériel sur les hersages des pépinières, c'est-à-dire broyage d'un petit espace cultivable.



PHOTO 8 du 16 janvier 2011 chez un membre de la coopérative en train de broyer son pépinière, nommé RALAITSEHENO Victor

Par la suite voici quelques exemples des matériels d'emboueur et piétineur des rizières exemptes de toutes utilisations des matériels coûteuses et qui sont à la portée de toutes paysans :

Pour l'Emottage (Emboueur - Piétineur)

- Rouleau Hérisson grand modèle à pointes profilées

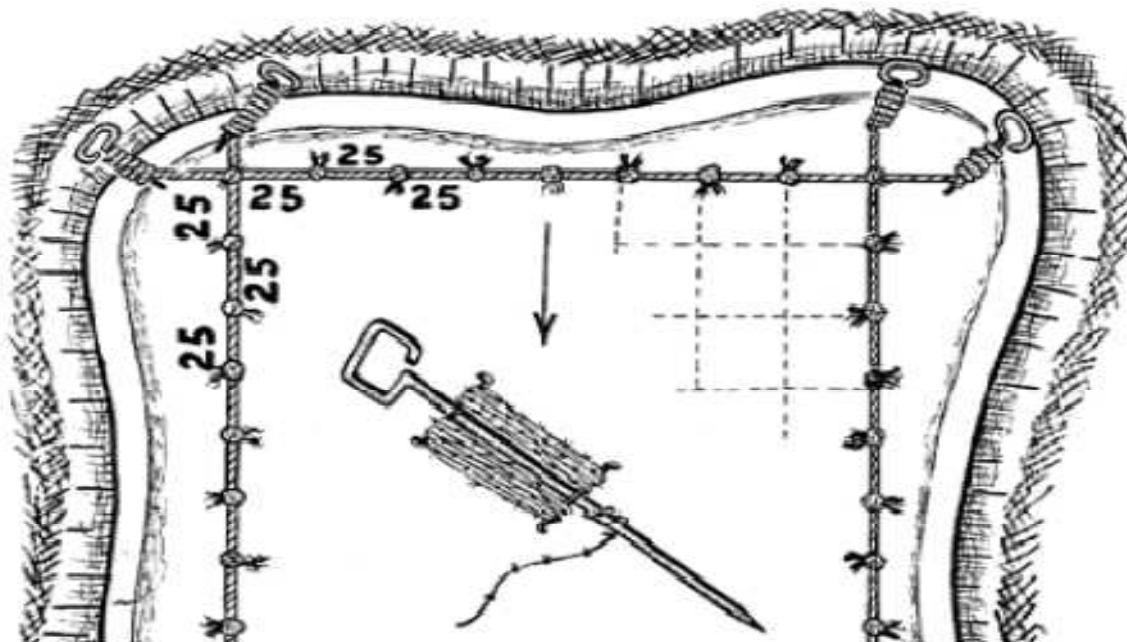


Source : La Coopérative KOLOHARENA AMPARAFARAVOLA (photo 9)

LE REPIQUAGE DES JEUNES PLANTES

Cordeaux de repiquage (3 éléments)

Pour repiquage au carré en 25 x 25 cm



Source : DIARY VALY « Agriculture Durable » Mai 2009 (photo 10)

Dispositif pour repiquage à la corde, au carré (ici 25x25 cm)

La flèche indique le sens du repiquage

On repique les jeunes plantes dans une marge de 25 cm à 30 cm carré permettant aux jeunes plantes de taller normalement. Ensuite cette distance de repiquage assure la croissance rapide des nombres des jeunes plantes de 8 jours jusqu'à 2 semaines car le riz a besoin d'être bien aéré.

Sarcleuses à lames SRI (dites « améliorées »)

Après avoir repiquer les jeunes plantes, on procède ensuite sur le sarclage de la rizière. Cette sarclage doit être fait manuellement et mécaniquement c'est-à-dire à toutes les 2 semaines si possible. L'action de sarcler permet aux jeunes plantes de sortir ses racines pour puiser les substances minéraux et organiques solubles de la surface, ensuite pour permettre à la croissance et aux nombres des jeunes plantes et aussi pour garder l'aspect humide de la terre nécessaire pour ses développements.



Source : KOLOHARENA Amparafaravola, Mars 2010 (photo 11)

- Sarcleuse 04 (type pour repiquage à 25/25cm)
- Sarcleuse 05 dite scolaire (25/25cm)
- Sarcleuse triple 06 à 3 sarcloirs (25 ou 30cm)
- Sarcleuse 07 (type 33 x 33cm)
- Sarcleuse 08 pour riz pluvial (20 cm)
- Sarcleuse à roue (type 25/25cm) pour petites rizières
- Sarcleuse à griffes (polyvalente : rizière et jardin)



Source : KOLOHARENA Amparafaravola (photo 12)

Sarcluse Hérisson (pour sol mou)

Modèle standard □ 14 cm à dents profilées



Source : KOLOHARENA Amparafaravola (photo 13)

Pompe aspirant (6m) et refoulant (10 m) à 2 pédales (Sans accessoires)



Source : koloharena amparafaravola (photo 14)

Ces pompes sont utilisés pour les cultures à contre saison, et ils ont pour avantages de :

- Aération et nettoyage du sol
- Ameublissement de la terre et fumure d'entretien
- Production de biomasse
- Alimentation familiale et économie de marché

C'est dans l'ordonnance du travail en bio que les assoiffés de rentabilité peuvent rester soucieux. On ne peut rivaliser en travail avec les cultures en bandes alternées voire en cultures associées, avec un même champ de 2 ha d'un seul tenant à couvrir d'orge ou de maïs. C'est là que les efforts communs en vue d'une agriculture durable diront progressivement ce qu'il sera honnête de concevoir et quels matériels performants utiliser à la satisfaction de tous.

Chap. 5 EVALUATIONS COMPARATIVES :

5-1. Performance indéniable des pratiques de Koloharena

Une association à vocation rizicole, elle travaille à l'agriculture, à l'usinage, à l'exportation, vente des intrants, la fabrication des bougies en jatrophia. Sur le plan partenariale, elle travail avec des nombreux organismes privées de localité pour le développement et des entreprises de l'extérieur: **CODAL, BAMEX, BVLCAC, BETTER U, LOTUS FOOD, ECOCERT, Cirad, Peace Corps....**

Tableau n° 4 : EXPORTATION DU RIZ DISTA ET COMPARAISON DE PRIX :

Désignation	Unité	PU	Qté	MGA
Coût du riz usiné	kg	1 864	15 930	29 700 930
Cout de goelaka	piece	50 000	4	200 000
Manutention chargement de riz finis	kg	5	15 930	79 650
Transport de riz finis à Tamatave	kg	150	15 930	2 389 500
Manutention de charger de riz à tamatave	kg	10	15 930	159 300
Ristourne commune Amparafaravola	Kg	10	27 000	270 000
Ristourne région	kg	10	15 930	159 300
Pesage bascule	forfait	10 000	1	10 000
Redevance Bureau des Normes	forfait	265 000	1	265 000
Transit fees for one container at port (IDS Roger)	forfait	2 350 000	1	2 350 000
Coût de riz exporté		2 233,75		
			15 930	35 583 680

SOURCE : Coopérative KOLOHARENA, 2010

Le tableau ci-dessus montre que la coopérative exerce toutes les travaux de production, de collecte, d'usinage, de transport et d'embarquement pour atteindre le produit Biologique der riz dista jusqu'en Amérique.

De la campagne 2009/2010, elle a pu exporté 15930 Kg de riz usiné, avec une dépense de 35583680 fmg.

Pendant la période de la collecte, le prix du paddy est de 500 Ar/ Kg . Hors le prix de cet riz de couleur rose atteint de 700 jusqu'à 800Ar/ Kg.

En outre, le prix du riz usiné chez les marchés locaux est de 1000 jusqu'à 1200 Ar/ Kg. Mais le prix riz dista s'élève à 1864 Ar/ Kg.

5-2. Reproduction de la pauvreté rurale à travers les techniques classiques

La réduction de la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire de Madagascar restent indissociablement liées à l'amélioration de la productivité du secteur rizicole. Pourtant, le système de riziculture intensive (SRI) sur lequel beaucoup d'espoir a été fondé, donne l'impression d'une grande incompréhension dans l'histoire agronomique nationale. Cette innovation présentait toutes les caractéristiques d'un succès story inéluctable: conçue localement avec les paysans plutôt que par des experts, faiblement coûteuse en intrants dans une économie de subsistance, adaptée aux sols pauvres et à la capacité limitée d'irrigation, prometteuse en rendement dans un pays au déficit rizicole chronique. L'incompréhension vient tout autant d'une diffusion en panne à Madagascar que du succès connu dans d'autres pays rizicoles'. Plusieurs diagnostics ont expliqué cette panne par comparaison avec des méthodes traditionnelles concurrentes: fort contenu en travail, besoin de trésorerie élevé, complexité technique et besoin d'accompagnement. Pire qu'un faible taux d'adoption, une forte désadoptions a été mesurée. Alors que le système est mis au ban par les scientifiques, peu convaincus de son académisme, et les bailleurs de fonds, plus que dubitatifs face à son niveau d'appropriation, des expériences discrètes de diffusion de systèmes fortement inspirés du SRI montrent des résultats intéressants sur le terrain. L'objectif de cet article est triple:

- (i) revisiter de façon dépassionnée le débat sur les difficultés de diffusion de ce système. à la lueur des analyses critiques les plus récentes;
- (ii) montrer comment dans deux régions du pays "le Lac Alaotra et Manakara" à la fois le contenu de la proposition technique et la méthode de diffusion ont été questionnés et adaptés aux situations paysannes et aux contextes locaux;
- (iii) élargir la réflexion à l'analyse des mécanismes qui pourraient, sous l'impulsion de politiques publiques idoines, offrir une nouvelle chance à cette innovation. La diffusion du SRI s'est heurtée à la réalité des conditions de fonctionnement des petites agricultures familiales malgaches et aux logiques de production qui les sous-tendent: minimisation des risques, économie de ressources, stratégies de survie, rôle des échanges communautaires.

Elle s'est heurtée aussi au frein de l'environnement économique empreint d'incertitude de ces agricultures: disponibilité défaillante et accès réduit aux facteurs de production et aux marchés. Les paysans ont évalué l'offre technique en la résitant dans le cadre des contraintes auxquelles ils sont confrontés et des objectifs qu'ils poursuivent et l'acceptent difficilement. Assez paradoxalement, le SRI dans son acception classique apparaît comme un itinéraire technique bien adapté aux exploitants les plus nantis, tout en s'avérant largement hors de portée des plus démunis. En effet, les petits exploitants arbitrent entre la rentabilité espérée à la fin de la saison culturelle de leur force de travail utilisée à pratiquer le SRI et le gain monétaire certain et immédiat tiré de la vente de cette force de travail dans d'autres exploitations notamment. Deux éléments viennent peser sur ce simple calcul de rentabilité: la

prise de risque liée au renoncement d'un gain certain en échange d'un gain aléatoire (eu égard aux aléas agricoles) et le coût d'opportunité correspondant au renoncement d'un gain immédiat en échange d'un gain futur. Cet arbitrage amène les riziculteurs démunis à la recherche d'un compromis rationnel entre espérance de gain (satisfaisante), prise de risque (réduite) et coût d'opportunité des facteurs (acceptable). Le résultat du compromis dépendra de leur positionnement sur la trajectoire de sortie de pauvreté qui va des stratégies de survie à prise de risque quasiment nulle vers la capitalisation avec prise de risque rémunératrice. L'inversion des stratégies de minimisation du risque et le positionnement sur des trajectoires de sortie de pauvreté des adoptants potentiels du SRI.

5-3. Limites de la politique de développement rural et carence d'investissement

Plus de 56 % de la population des 27 États membres de l'Union européenne (UE) vit dans des zones rurales, qui représentent 91 % du territoire. Le développement rural constitue par conséquent un domaine d'action extrêmement important. L'agriculture et la sylviculture jouent un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire et la gestion des ressources naturelles dans les zones rurales de l'UE et servent de base à la diversification économique des communautés rurales. Le renforcement de la politique de développement rural est de ce fait une priorité générale de l'UE.

Pourquoi une politique de développement rural?

L'Union européenne mène une politique de développement rural active, qui lui permet de réaliser des objectifs importants en faveur de nos campagnes et de ceux qui y habitent et y travaillent.

La plupart de nos zones rurales sont confrontées à d'importants défis. Certaines de nos exploitations agricoles et sylvicoles doivent encore accroître leur compétitivité. Plus généralement, le revenu moyen par habitant est plus faible dans les régions rurales que dans les zones urbaines, tandis que le socle de compétences y est plus restreint et que le secteur des services y est moins développé. En outre, l'entretien d'un environnement rural a souvent un coût financier non négligeable.

Cependant, la campagne a beaucoup à offrir. Elle nous fournit des matières premières essentielles. Sa valeur en tant que lieu de beauté, de repos et de récréation – lorsque nous en prenons soin – est évidente. Elle fait aussi office de poumon vert, et est donc en première ligne dans la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, nombreux sont ceux qui séduisent l'idée d'y vivre et/ou travailler, à condition qu'ils y aient accès à des services et des infrastructures adéquats.

Cela signifie que la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, de l'UE et sa stratégie de Göteborg pour le développement durable concernent tout autant nos campagnes que nos villes.

La politique de développement rural consiste à relever les défis auxquels sont confrontées nos zones rurales et à exploiter tout le potentiel de celles-ci.

Pourquoi une politique de développement rural *commune*?

En théorie, chaque État membre de l'UE pourrait arrêter et mener des politiques de développement rural totalement indépendantes. Cependant, cette méthode serait peu productive en pratique. Les pays de l'UE ne pourraient pas tous se permettre de mener la politique dont ils ont besoin. En outre, bon nombre de questions abordées par la politique de développement rural ont une incidence sur la vie des citoyens au-delà des frontières nationales ou régionales (ainsi, la pollution ne connaît pas de frontières et, de manière plus générale, le développement durable est devenu une préoccupation européenne et internationale). Enfin, la politique de développement rural est liée à un certain nombre d'autres politiques définies au niveau de l'UE.

C'est pourquoi l'UE dispose d'une politique de développement rural commune, qui laisse tout de même une marge de manœuvre considérable aux États membres et aux régions.

Structure de la politique de développement rural

Les règles fondamentales régissant la politique de développement rural pour la période 2007-2013, ainsi que les instruments politiques dont disposent les États membres et les régions, figurent dans le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil.

Ce règlement dispose que la politique de développement rural pour 2007-2013 est axée sur les trois thèmes (ou «axes thématiques») suivants:

- amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier;
- amélioration de l'environnement et du paysage rural;
- amélioration de la qualité de vie en milieu rural et encouragement de la diversification de l'économie rurale.

Par souci d'équilibre, les États membres et les régions sont tenus de répartir l'ensemble de leurs fonds consacrés au développement rural entre ces trois axes thématiques.

En outre, il faut qu'une partie de ces fonds soient consacrés à soutenir des projets basés sur l'expérience acquise avec les initiatives communautaires Leader. L'«approche Leader» du

développement rural implique la conception et la mise en œuvre de projets très spécifiques par des partenariats locaux en vue de résoudre des problèmes locaux.

Comme avant 2007, chaque État membre (ou région, lorsque les compétences sont déléguées à l'échelon régional) doit établir un programme de développement rural précisant quels financements iront à quelles mesures au cours de la période 2007-2013.

Une nouveauté pour la période 2007-2013 est l'accent placé sur la cohérence de la stratégie de développement rural au niveau de toute l'UE. Cette cohérence résulte de l'utilisation de plans stratégiques nationaux, qui doivent être fondés sur les orientations stratégiques.

Cette approche devrait contribuer à:

- déterminer les régions dans lesquelles l'utilisation de l'aide communautaire en faveur du développement rural crée le plus de valeur ajoutée ;
- établir le lien avec les principales priorités
- assurer la cohérence avec les autres politiques communautaires, en particulier avec celles relatives à la cohésion économique et à l'environnement;
- contribuer à la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole commune orientée vers le marché et la restructuration qui en découlera dans les anciens et les nouveaux États membres.

La pratique du SRI en agriculture biologique est plus pratique par rapport à l'agriculture MODERNE ET TRADITIONNELLE ; elle n'a pas besoin d'engendrer beaucoup d'argent pour les préparations : achat des divers matériaux comme tracteurs, batteuses, kubota....et approvisionnement des substances chimiques : engrais, herbicides....qui ne sont pas à la portée de tous et très coûteuses puis nuisent l'écosystème. Un système de production compatible sur n'importe quelles variétés de riz et facilement mécanisable. Les travaux en SRI sont déjà planifiés régissent des normes et techniques à suivre. De plus, elle permet d'en produire plus et d'en dépenser moins, en espérant que tous les cultivateurs ont la possibilité de l'appliquer : système d'exploitation destiné pour tous mais il est de préférable de suivre les techniques et les astuces pour la vérification de la théorie.

TROISIEME PARTIE :

PROSPECTIVES D'AUTOSUFFISANCE RIZICOLE

Chapitre 6 : PARAMETRE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE DE VULGARISATION ET CAPITALISATION DES EXPERIENCES

FORMATION AGRICOLE

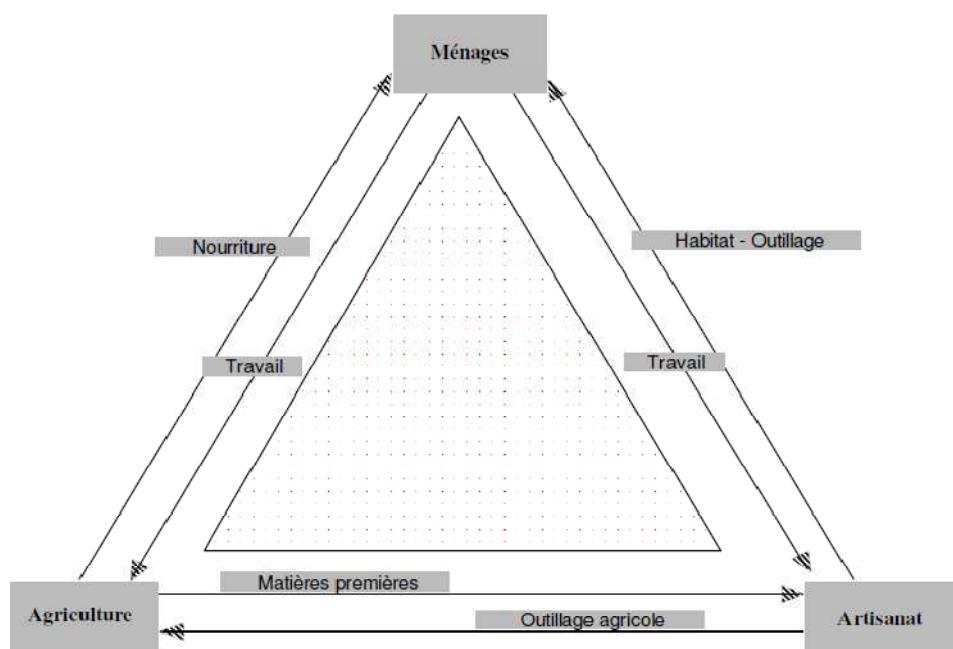
La formation de tout l'homme et de tous les hommes au développement oblige à se poser la question de la pédagogie de cette formation. Une pédagogie exige qu'on connaisse les sujets de la formation et qu'on pense le contenu de la formation et l'organisation de cette formation.

Les sujets de la formation

Avant de préciser quantitativement le nombre de sujets à former, il faut se poser la question des principaux secteurs dans lesquels cette formation doit s'exercer. Comme nous avons dit que le développement devait partir de l'intérieur des populations rurales, c'est la structure de celles-ci qu'il faut d'abord étudier.

Le but économique du développement est d'abord l'autosuffisance qui permet de se rendre indépendant des circuits économiques nationaux et internationaux sur lesquels la civilisation rurale traditionnelle n'a aucune prise. Le circuit économique intérieur à cette civilisation rurale a la forme d'un triangle dont les sommets sont les trois secteurs économiques de base : les ménages, l'exploitation du sol par les plantes et les animaux (agriculture au sens large) et l'artisanat.

schéma :



N.B. : Nous ne cherchons pas à faire un inventaire exhaustif mais à marquer les relations essentielles des trois secteurs : c'est pourquoi les relations extérieures ne sont pas indiquées ici.

Un développement intérieur (ou endogène) du monde rural est possible par l'intensification des échanges entre ces trois secteurs.

Conséquences :

L'application de ce schéma engendrera un progrès à condition que :

- a) Le secteur ménager soit préparé à utiliser les produits à consommer que lui proposera la production agricole.
- b) Le secteur agricole se préoccupe des productions qui permettront d'améliorer et mieux équilibrer la consommation des ménages.
- c) Le secteur artisanal soit préparé à produire l'outillage amélioré ou nouveau que réclameront l'agriculture et les ménages.
- d) Le secteur agricole produise les matières premières (bois, fibres, textiles, nouvelles cultures) nécessaires à l'artisanat et aux ménages.
- e) Le secteur artisanal sache mettre en œuvre les matériaux qui permettront de fournir l'équipement des autres secteurs (constructions, produits et instruments pour le nettoyage, les traitements insecticides, le stockage, la lutte contre les ravageurs,... etc.).

Un certain développement rural à l'échelle du village est possible de manière indépendante à condition que la formation ménagère, la formation artisanale et la formation agricole soient complémentaires et progressent de manière équilibrée.

6.1 Module de formation

Il appartient aux formateurs d'insérer étroitement l'agrobiologie dans le contexte terroir où elle s'inscrit dans un environnement sauvagardé ou réhabilité et sera mise en pratique par toute une population qui s'en fait le défenseur.

Quelques thèmes de formation d'*Aménagement et gestion de terroir pour une agriculture durable* sont proposés ci-après :

- ✓ Méthodes d'identification, de caractérisation et de diagnostic des ressources biophysiques et socioéconomiques du terroir.
- ✓ Espaces productifs et groupes utilisateurs des ressources naturelles.
- ✓ Types d'aménagement concertés, réalisables et acceptés par les populations du terroir.
- ✓ Alternatives pour une agriculture durable : moyens de lutte antiérosive, systèmes cultureaux, agroforesterie, fertilisation, intégration agriculture-élevage...
- ✓ Gestion d'une exploitation bio-agricole.

6.2 Nécessité de la formation

L'enseignement agricole dispense actuellement des notions plus théoriques que pratiques d'Agriculture Biologique à certains opérateurs. Il est permis de penser, à l'heure des choix sociaux liés au problème alimentaire et à la désertification menaçante, que la formation doit s'étendre d'urgence aux populations rurales entières, naturellement prédisposées. L'éducation paysanne est une entreprise prioritaire et du plus haut intérêt.

Pour ce faire, il faut trouver les motivations les plus judicieuses pour engager l'action. Une prise de conscience collective des manque-à-gagner et une évaluation des possibilités locales au sein d'une collectivité villageoise, en recherche d'un mieux être, sont un atout maître qui motive les uns et les autres et accélère les changements.

Le but est double : faire évoluer les mentalités et donner les connaissances concrètes nécessaires à l'exploitation agricole.

- a) L'évolution des mentalités suppose la "démystification" de la nature par l'analyse des lois physiques et biologiques de son fonctionnement.
- b) Les connaissances nécessaires sont la vie de la plante, ce qui se passe dans le sol, les particularités des espèces cultivées ou élevées. S'y ajoutent le climat, la culture attelée bovine et les spéculations ou particularités locales.
- c) La pédagogie partira des réalités vécues par le paysan pour en découvrir les explications scientifiques qui fondent l'agriculture améliorée et améliorante.

6.3 L'organisation de la formation

Il y a querelle entre les partisans de la formation pratique (on n'enseigne que ce qui peut se pratiquer immédiatement) et les partisans d'une formation d'ensemble organisée à partir des principes essentiels. La première attitude correspond aux esprits analytiques et primaires. La seconde est le fait des esprits synthétiques secondaires.

A l'époque actuelle, les possibilités de réalisations pratiques sont beaucoup trop limitées par le manque de moyens dans tous les domaines pour que la première attitude soit suffisante. La seconde a l'avantage d'être plus efficace pour le nécessaire changement de mentalité.

6.4 La formation des formateurs

Elle peut actuellement se faire “sur le tas” à partir des meilleurs éléments des cours de base. On peut lui assigner trois étapes qui ne sont pas forcément séparées dans le temps :

- a) Une formation générale complémentaire pour assurer une ouverture d'esprit suffisante : elle peut se faire par correspondance avec des cours CFGR⁵ : sociologie (personne, famille, société), géographie, histoire (Madagascar), physique et chimie, arithmétique, économie, philosophie (Cf. Programme de 1^o et 2^o années et sociologie de 3^o année.).
- b) Des stages pratiques sur terrain dans des exploitations pratiquant déjà l'agriculture améliorée ou dans d'autres centres de formation que celui d'origine ou dans certains centres plus spécialisés (élevage,... etc.).
- c) Un stage pédagogique auprès de moniteurs ou professeurs ayant fait la preuve de la qualité de leur enseignement.

6.5 La pratique de la formation

On peut envisager plusieurs formules qui sont et ont été utilisées dans le monde :

- a) Le Centre de formation agricole avec exploitation annexe (école d'agriculture ou ferme-école). Malgré les apparences, ce genre d'établissement est dispendieux (La main-d'œuvre des élèves est très peu rentable) et, dans la situation actuelle, trop éloigné des réalités villageoises pour que son efficacité soit assurée. Parmi ceux qui ont été construits à Madagascar, ceux qui sont arrêtés sont plus nombreux que ceux qui fonctionnent.

Une exploitation de type paysannal modernisée pouvant recevoir des stagiaires est cependant un outil précieux pour former des animateurs et donner un exemple concret des résultats visés. En gros, pour l'instant, une exploitation de ce type tous les 100 km sur les grands axes de communication (et donc facilement accessibles) suffirait largement. Nous ne comptons pas parmi elles celles qui s'efforcent d'imiter l'agriculture des pays industrialisés (où l'essentiel des gros travaux est motorisé).

- b) La maison familiale est un Centre de formation agricole sans exploitation et fonctionnant par alternance. Les élèves, après une session de cours à la maison familiale, rentrent chez eux pour travailler sur l'exploitation familiale, pendant une durée égale ou supérieure, avant de revenir à la maison familiale. Chez eux, ils doivent tenir le cahier d'exploitation qui oblige à comparer l'enseignement reçu avec la pratique familiale. Le cahier d'exploitation est pratiquement irréalisable à Madagascar sauf peut-être pour la riziculture. Pour le reste, l'abîme est trop grand entre

⁵ Centre de Formation Générale par Correspondance (CFG) pour adultes ruraux. Cette formation complémentaire peut être proposée par correspondance ou donnée directement aux meilleurs éléments de la formation professionnelle dont on peut espérer qu'ils deviendront des « cadres » au sens large du monde rural.

l'enseignement donné et ce qui est pratiqué au village. Cependant l'alternance serait un moyen, pour les Centres de formation agricole voulant tourner sur un cycle de trois ans (nécessaire pour rendre possible le changement de mentalité technique), d'éviter que les élèves ne se trouvent, après ces trois ans, coupés psychologiquement de leur village d'origine dans lequel ils ne pourront plus revenir vivre et travailler.

c) Les Centres de sessions itinérantes : trois ou quatre sessions intensives de trois jours par an dans chaque lieu de réunion correspondant à un Firaosana permet à une équipe, à raison d'une session par semaine, d'assurer le fonctionnement d'une dizaine de sous-centres, soit un effectif total de 300 ou 400 sessionnistes. C'est la formule la plus rentable, surtout si un ou deux jours avant ou après la session peuvent être consacrés à des visites sur le terrain. Cependant, l'assiduité des sessionnistes est plus difficile que dans les autres systèmes.

Les Centres de sessions qui accueillent chaque semaine des groupes venant des différents secteurs géographiques avoisinants peuvent avoir une exploitation. Cependant celle-ci est lourde à gérer et son système de culture peut ne pas être adapté à tous les secteurs d'où viennent les élèves.

d) La formation par correspondance : très pratiquée en Europe il y a un siècle et jusqu'en 1940, elle a l'avantage du meilleur rapport d'efficacité sur coût.

Cependant à Madagascar, il faut des solutions de fortune pour l'envoi des devoirs faits au centre de correction et le retour des devoirs corrigés aux élèves. De plus, son rendement est très diminué s'il n'y a pas au village d'animateurs qui regroupent périodiquement les élèves et les aident à réfléchir sur les questions posées, surtout pour les débuts des élèves dans cette formule entièrement nouvelle pour eux. Or, les animateurs possibles (instituteurs, moniteurs, catéchistes, évangélistes,... etc.) consentent difficilement à cet effort s'ils ne sont pas rétribués. Le système devient alors beaucoup plus onéreux et le "mercenariat" a une bien moindre valeur psychologique que "l'apostolat".

e) Formation de longue durée : Il y a intérêt à privilégier les formations légères comme les cours par correspondance ou les sessions trimestrielles ou une combinaison des deux qui permettent une faible densité d'élèves sur une grande surface et aussi une très longue durée. A raison de deux ou trois matières étudiées par correspondance chaque année ($\frac{1}{2}$ h à 1 h par jour) un adulte peut acquérir la totalité d'une formation secondaire en 10 à 15 ans.

On peut proposer une formation professionnelle de longue durée avec le programme suivant:

- premier cycle (3 à 4 ans) : formation agricole de base = les connaissances nécessaires à l'exploitation agricole améliorée ;

- deuxième cycle (3 à 4 ans) : formation générale de base = programme des 1ère et 2ème années du CFGR donnant un niveau largement égal au premier cycle de l'enseignement secondaire.

- troisième cycle (3 à 4 ans) : l'organisation du travail et la gestion technique et économique des exploitations agricoles.

Au terme d'une telle formation, on aura des agriculteurs capables de prendre en charge les associations professionnelles nécessaires au développement rural.

IL FAUT INVESTIR DANS L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR SORTIR DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ, PRÉCONISENT UNANIMENT LES DÉLÉGATIONS

La Commission du développement durable a poursuivi aujourd'hui les travaux de sa seizième session en organisant plusieurs réunions parallèles interactives consacrées à l'agriculture et au développement rural, et à des discussions régionales sur l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Europe. Ces discussions sur la situation de ces régions ont été suivies d'un dialogue avec les grands groupes.

Les débats autour de deux tables rondes thématiques portant sur le développement rural et l'importance de l'agriculture ont été alimentés par un rapport du Secrétaire général, dont il ressort que pour surmonter les problèmes, il importe notamment de centrer les efforts sur les programmes contribuant à accroître l'efficacité et la productivité agricoles, à exploiter les possibilités offertes par le secteur non agricole, à renforcer la gestion des ressources naturelles, et à améliorer la qualité de l'infrastructure rurale.

Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les économies en développement et les politiques qu'elles appliquent continuent de privilégier le secteur agricole, qui est considéré comme le pilier de la réduction de la pauvreté dans les pays pauvres, ceci au détriment de la prestation de services sociaux qui viseraient l'amélioration des moyens d'existence des populations pauvres.

Le Secrétaire général recommande ainsi le renforcement de l'action publique, notamment dans le domaine agricole, et préconise d'équilibrer les investissements consacrés au développement urbain et rural. Il propose en outre que soit intensifiée la participation des populations concernées aux processus de décision et que les budgets nationaux soient davantage centrés sur l'accroissement et le renforcement des capacités rurales.

Les participants à un premier échange, qui a eu lieu ce matin, se sont notamment interrogés sur le rôle et l'efficacité des programmes et des politiques de développement rural qui ont été appliqués pour sortir de l'extrême pauvreté les millions de personnes vivant dans les zones rurales. Ils ont en outre réfléchi aux différentes formes d'approches à développer et aux partenariats innovants à mettre en place pour mobiliser les ressources financières adéquates.

La représentante d'Antigua-et-Barbuda, qui s'exprimait au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a, comme plusieurs de ses homologues, souligné la nécessité de réduire la vulnérabilité des communautés rurales vivant dans des zones écologiques qui sont les plus fragiles, et sont par

conséquent plus exposées que les autres aux effets des changements climatiques. Elle a aussi insisté sur le besoin de renforcer les droits d'accès à la propriété des petits producteurs, non seulement pour augmenter leurs moyens de subsistance, mais aussi pour maintenir la stabilité sociale au niveau régional.

L'Union européenne (UE), par la voix de la représentante de la Slovénie, a expliqué que les acquis de la Politique agricole commune (PAC) européenne étaient utiles à l'action de l'UE dans le cadre des stratégies internationales de réduction de la pauvreté dans le monde rural. Elle a ainsi cité différentes initiatives conjointes, comme le « Partenariat Afrique-Union européenne » sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont l'objectif principal est de parvenir à la sécurité alimentaire durable sur tout le continent africain.

Selon la représentante slovène et d'autres délégués, la communauté internationale devrait se montrer plus innovante en matière de développement territorial, en tenant compte notamment du savoir-faire traditionnel des acteurs locaux.

Le Directeur exécutif de la Commission sur l'habilitation juridique des pauvres a plaidé de son côté en faveur du renforcement du statut de citoyen des travailleurs ruraux, lesquels, dans de nombreuses régions du monde, ne disposent même pas d'une identité légale et des droits qui l'accompagnent.

Dans la mesure où 75% des pauvres du monde vivent en milieu rural, il est évident que la question du développement de ces zones revêt une importance capitale, en particulier sur le plan agricole. La CDD-16 a donc consacré dans l'après-midi une deuxième table ronde à l'examen des programmes et politiques mis en œuvre afin de réduire la pauvreté en milieu rural, qui ont donné jusqu'à présent des résultats inégaux.

L'accès au secteur financier rural, aux marchés locaux, à la technologie, à l'éducation et aux autres services sociaux a été également souligné par plusieurs participants.

Par ailleurs, les experts, les représentants d'États Membres et de grands groupes sociaux qui participaient à trois discussions interactives sur l'Asie et le Pacifique, sur l'Amérique latine et les Caraïbes et sur l'Europe, ont tenté aujourd'hui d'identifier les contraintes et les expériences à partager dans les domaines liés à l'agriculture, au développement rural, aux sols, à la sécheresse et à la désertification.

De même, dans une autre discussion, les représentants des grands groupes sociaux, comme les jeunes, les femmes ou les autochtones, ont exprimé devant les États Membres leurs vues sur les statuts de la

mise en œuvre des engagements pris par les États dans les domaines liés à l'agriculture, au développement rural, aux sols, à la sécheresse, à la désertification et à l'Afrique.

Comme en 2010, **3P investissement** oriente ses choix d'investissement en appliquant les mêmes fondamentaux à savoir :

- La sélection des fonds des principales sociétés de gestion mondiales avec une orientation accentuée sur les fonds flexibles permettant l'adaptation variable des allocations d'actifs actions/obligations/monétaire suivant les anticipations de marché .
- La diversification géographique de nos investissements sur tous les continents.

Les puissances mondiales sont largement sous-cotées en comparaison des prévisions de résultat 2011. La qualité et la bonne gestion de la crise des grandes entreprises exportatrices incitent à consacrer une bonne partie des orientations. Sur le plan mondial les entreprises redeviennent attractives. Très peu endettées et avec des marges très significatives, elles intéressent de plus en plus les pays possesseurs de gigantesques liquidités....à placer et ... en Euros.

- La diversification des secteurs économiques (industrie, consommation, matières premières, technologie principalement)
- Et toujours une répartition prudente et équilibrée recherchant une performance mesurée mais assurée suivant les profils de risque de chacun.

Cela étant, il est extrêmement important de tenir compte des variations des principales devises et surtout des parités dollar/euro/yen ou autres pour les échanges internationaux.

Chapitre 7 :

DISTRIBUTION DE RESPONSABILITE

Vu les objectifs de la coopérative visant le développement des producteurs ruraux dans la zone et l'importance des activités qu'elle voudrait entreprendre, de ses capacités, des appuis s'avèrent encore indispensables. Cependant, il faut bien définir les tâches et l'attribution des divers responsables par un cahier de charge. L'appui du projet doit être conditionné par une convention de partenariat (Coopérative BVLAC). La coopérative doit se conformer à ce cahier de charge qui doit stipuler qu'elle met à disposition du projet, et de ses partenaires, tous les documents et éléments nécessaires pour mieux orienter les appuis.

Les appuis à apporter pour la coopérative sont de deux sortes :

- **Les appuis dans les trois mois à venir**

Il est très urgent de trouver dans les plus brefs délais un comptable pour aider la gérante à l'établissement des rapports financiers sur les différentes activités de la coopérative depuis la campagne 2005, date du dernier audit financier. Ce travail du domaine financier doit débuter au début de la troisième semaine du mois d'avril 2010 et pourra durer une vingtaine de jour.

La tenue de l'Assemblée générale est primordiale pour approuver l'efficacité de la coopérative. Cette AG devrait être l'occasion de discuter des problèmes de dysfonctionnement et les meilleurs résultats méritent d'être continués. Parallèlement à toutes ces actions énumérées ci-dessus, un appui est indispensable pour la redynamisation des structures pour :

- Mener des réflexions à l'amendement des textes internes de la coopérative
- Organiser des réunions d'animation au niveau de chaque association de base pour les dynamiser (explications sur la situation de la coopérative mère, définition des attentes des membres, discussion des textes internes de chaque association de base, élection de nouveaux membres de bureau si nécessaire,...)
- Renouveler les membres incomptétents du Conseil d' Administration
- Démarrer des autres activités, mais avec une nécessité absolue de faire une analyse de rentabilité

- Mettre en place les outils de suivi et de contrôle des matériels
- Tenir des séances de formation aux membres du CA et aux responsables élus des KH membres
- Appui au fonctionnement de chaque organe (AG, CA, organes de contrôle et les diverses commissions).

- **Les appuis à court et/ou à long terme**

il a été essentiel qu'un socio-organisateur soit affecté sur place en appui dégressif au sein de la coopérative (sur toutes ses activités par la mise en place de mécanismes et outils et contractualisation, d'organisation et de suivi de l'activité) et pour l'autopromotion des KH de base, et assurera :

- Les transferts de compétences
- La mise en fonctionnement des structures
- La consolidation des acquis
- L'autonomisation et la professionnalisation

Comme toute organisation connaît un problème financier et organisationnel, il sera indispensable d'envisager aux redressements de la situation :

1. En matière d'organisation

- Mener des séances de réflexion avec les responsables de la coopérative et surtout avec les actionnaires pour pouvoir établir un plan de redressement de la situation de cette structure
- Tenir une AG avec les KH de base pour une nouvelle orientation et redynamisation des KH membres
- Renouveler les membres du CA
- Renforcer la structure par la constitution des diverses commissions en fonction des activités déjà existantes

2. En matière de gestion de la structure

- Audit financier et gestion du centre d'approvisionnement et mise en place des recommandations pour une gestion saine
- Audit financier de l'activité « décortiquerie » pour bien définir les organisations et la programmation de l'activité

- Audit financier de l'opération « bougie JATROPHA » et recommandations sur les activités d'exportations futures
- Régularisation de toutes dettes envers des tiers et membres du CA inclus

Deux options sont proposées pour la coopérative IVOLAMIARINA

Option 1 :

Vu la situation de la coopérative décrite ci-dessus, il est important que les responsables actuels de la coopérative, et plus spécifiquement les membres du conseil d'Administration, sont obligés de se mettre d'accord, envisagent le même objectif et point de vue pour avoir une bonne gestion de la structure, il faut :

- Eclaircir la situation des avoirs de la coopérative
- Travailler sur les comptes de la coopérative et se mettre d'accord pour sortir la situation financière
- Régulariser et éclaircir les documents comptables et administratifs de la coopérative
- Que les membres du CA acceptent les décisions qui sortiront de la situation comme le respect des textes...Quitte à aller en contentieux

Si les responsables et les membres de l'assemblée générale ne sont pas d'accord sur ces décisions à prendre et s'y soumettent, la coopérative n'est pas viable et sera vouée à la disparition. Ce qui est regrettable.

Option2 :

Si les responsables de la coopérative sont favorables à mettre en place la transparence dans la gestion des activités et financières et au respect des textes régissant la coopérative, un appui pourrait être réalisable par l'envoi d'un comptable expérimenté (pendant trois semaines) pour éclaircir la situation comptable (pièces justificatives, classement, état financier, stock, vente, achat...) et pour la préparation d'un audit comptable qui s'avère indispensable pour reconquérir la confiance des membres. Et des appuis organisationnels sont indispensables tout en tenant compte du processus d'autopromotion de l'organisation vers le professionnalisme.

Lors de la réunion du conseil d'administration, des décisions ont été prises sans qu'il y ait quorum. Ces décisions concernent les points suivants :

- La situation de la coopérative IVOLAMIRINA nécessite un appui socio-organisationnel pour redynamiser les coopératives de base, et motiver les membres (coopératifs et individuels)
- Une assemblée générale de la coopérative doit être réalisée au cours du prochain mois, pendant laquelle le Conseil d'Administration présentera le rapport moral de la coopérative. Cependant, un appui technique pour le gérant est indispensable pour établir ce bilan depuis la campagne 2005.
- Un bilan technique est demandé pour sortir les situations financières de chaque activité (exportation du riz rose, exploitation du dépailleur, fabrication de la bougie voanongo et centre d'approvisionnement)

Cependant, les points suivants méritent des attentions particulières pour redresser la situation actuelle de la coopérative :

- Le respect des textes :
 - Redynamisation et/ou élection de nouveaux membres du CA
 - Respect des tâches spécifiques de chaque organe (AG-CA-Commissions) quitte à faire des formations ou recyclage.
 - Convocation et tenue régulière des AG et des réunions des membres du CA
 - Etablissement du PTA/CPE de la coopérative par les membres du CA inspirant les besoins et les activités des associations Koloharena membres
 - Approbation du PTA/CPE par l'AG
 - Mise en place d'un système de suivi et évaluation
 - Tenue d'élection à chaque fin de mandat
- Elaboration de règlement interne
- Quelques principes doivent être mis en œuvre pour faire fonctionner et pour mener à bien les activités entreprises
 - Redynamisation des associations Koloharena (membres ou non membres)
 - Priorisation des associations membres et les membres fondateurs (information, sensibilisation, activités économiques...)
 - Disponibilité temporelle et fonctionnelle des responsables élus (cas des responsables en multifonction...)
 - Répartition de tâches des responsables élus en commission pour chaque activité de la coopérative tout minimisant les charges y afférentes
 - Etablissement de passation de service officielle entre les responsables entrants et sortants avec tous les documents de la coopérative
 - Fluidité des informations et communication

- Formation fonctionnelle et technique, constitution de commission ou même recrutement d'un personnel qualifié (temporaire ou permanent) pour des activités spécifiques et délicates comme la commercialisation de riz rose ou autres.
- Transparence de gestion (activités, biens et financières).
- Révision de mode et de la procédure sur l'approvisionnement en intrants agricoles des membres (achat groupé et les conditions préférentielles)
- La mise en fonctionnement et la bonne gestion du dépailleur sera bénéfiques aux membres et à la coopérative et pourra amoindrir les charges (cas de l'opération riz rose).

CHANGEMENT DE COMPORTEMENT : pour les sociétés civiles, les gouvernants et autres....

1. Piste socio-psychologique

Le paysan de la civilisation rurale traditionnelle n'a pas de pensée personnelle surtout en ce qui concerne la technique et l'économie : on pense et on dit ce que tout le monde pense et dit : c'est le conformisme social et puis l'holisme. Par contre il est facilement individualiste dans l'action.

Le développement de tout l'homme et de tous les hommes exige un changement de mentalité.

Une action de formation dans ce domaine se heurte à une inertie psychologique qui entraîne obligatoirement un décalage entre le début de la formation et le changement de mentalité. Celui-ci n'est acquis qu'après...

- a) 4 ans en matière technique ; dans les meilleurs cas, le retard peut être réduit à 3 ans.
Une action de développement ne peut donc pas commencer à réussir avant 4 ans de travail apparemment inutile. Quand le changement de mentalité est acquis après 4 ans, l'agriculteur peut progresser par lui-même. Mais il faut...
- b) environ 10 ans en matière économique pour passer de l'économie de subsistance à l'économie d'échange. Le crédit, les coopératives, etc... Supposent d'abord 10 ans de formation pour pouvoir réussir. Mais il faut aussi...
- c) le changement de génération, soit environ 30 ans, en matière sociale. Ce n'est qu'alors qu'on peut envisager un vrai décollage du développement. Celui-ci exige impérativement des actions à "très long terme".

N.B. : On parle ici du “vrai développement dans lequel c'est le paysan lui-même qui est responsable de ses décisions. Un “encadrement” externe au monde rural proprement dit pour obtenir des résultats concrets beaucoup plus rapides mais devra durer au moins 20 ans avant que les résultats obtenus se maintiennent sans appui extérieur et cela constitue une charge très lourde pour la nation.

Conséquences :

Les trois retards ou handicaps définis ci-dessus montrent la place du “**facteur temps**” dans le développement rural et suffisent à expliquer à eux seuls la plus grande partie des innombrables échecs d'actions et de projets⁶ pour le développement.

2. Piste sociologique :

La place de l'homme dans le développement. Le principe de base est que le développement doit être au service de l'homme et non pas l'homme au service de développement. Ceci entraîne que le développement concerne :

- Tout homme : tous les aspects de la personne humaine doivent se développer : l'unité de la personne fait qu'un projet sur un point entraîne un progrès sur les autres. Le progrès du niveau de vie matérielle doit correspondre au progrès intellectuel des connaissances et de la culture et au progrès social de l'autonomie dans la solidarité.
- Tous les hommes : aucun homme ne doit être exclu à priori, mais tous ne sont pas également aptes et une réussite de 100 % est utopique. En pratique, l'expérience montre que 20% se sont engagés dans la voie du développement, la masse va suivre progressivement sauf certains irréductibles qui refuseront jusqu'au bout et seront d'ailleurs remplacés dans les générations suivantes par des individus qui refuseront l'organisation et les contraintes sociales.

⁶ Le « Facteur temps » dans le développement du tiers- monde a été présenté dans deux articles parus en Français dans « Le Temps Stratégique », Printemps 1988- n° 24 à Genève, 15 Rue de Savoises- 1211 Suisses ; et en Italien dans la « Civiltà Catolica », Avril 1989, cahier331, Via di Corta, Roma 00187 Italie.

3. Piste Economique :

L'économie politique (c'est-à-dire qui analyse la production industrielle) enseigne que les deux facteurs essentiels de la production sont :

- LE CAPITAL : foncier, immobilier, mobilier-machine, stocks
- LE TRAVAIL :
 - ❖ Par fabrication directe quand l'artisan meuble l'outil
 - ❖ Par fabrication indirecte quand l'ouvrier guide et surveille la machine qu'il a fabriquée.

Les produits fabriqués par l'industrie sont innombrables et correspondent aux types d'énergies mise en jeu (mécanique, thermique, chimique, électrique, radiante, nucléaire...) et aux matériaux utilisés.

Les produits fabriqués par l'agriculture sont végétaux (graines, fruits, tubercules, fibres etc....) ou animaux (viandes, lait, œufs, graisse...). Ce sont les plantes cultivées et les animaux qui produisent.

L'Homme ne produit rien directement (ces plantes et ces animaux existaient et produisaient avant l'apparition de l'homme). Le travail de l'homme consiste à

- Mettre les plantes et les animaux dans les meilleures conditions possibles pour produire ce qui est intéressant pour l'homme.
- Sélectionner les plantes et les animaux améliorés en fonction de leurs aptitudes pour ses productions recherchées.

CONCLUSION GENERALE

Il n'est pas aisé de conclure un travail scientifique, qui plus est dans le domaine des sciences sociales. Toutefois, nous nous devons de poser un terme quant aux explorations que nous avons mené. Ceci peut servir de point de départ pour d'autres études ou encore un point d'ancrage aux questionnements que l'étude a soulevés.

L'agriculture étant la base de l'économie, il serait vain de parler du développement socio-économique sans observer ses effets sur l'un de ses acteurs qui le ménage à travers indicateurs, ce revenu, scolarité, alimentation et autres.

Vu le niveau de pauvreté croissante et criante, le chômage, la non scolarisation des enfants, le mal et la sous nutrition, etc... Les cultivateurs se sont lancés dans le secteur de haute production et de rendement : l'agriculture biologique du **riz rose DISTA** avec la pratique de la nouvelle technique « **SRI** », qui est adaptable aux conditions climatiques de Madagascar.

Une technique qui repose à la fois sur des pratiques traditionnelles paysannes et sur une connaissance aujourd'hui plus affinée de la nature avec les liens d'interdépendance entre vivants. L'ensemble des activités paysannes concertées sous-tend des entreprises alors replacées dans le contexte général du "terroir en développement". Nous étions à la recherche "d'une agriculture durable"; l'Agriculture Biologique a fait le premier pas. Replacée dans une dimension écologique, c'est un second pas. Insérée dans la gestion ce terroir n'est-elle pas alors la garantie de la durabilité, inscrite dans un environnement sauvagardé ou réhabilité et conduite par toute une population qui s'en fait le défenseur!

Grâce à une approche méthodologique basée sur les méthodes analytiques, descriptives, et les techniques documentaires, l'échantillonnage, l'interview avec guide d'entretien, l'observation participative, nous sommes arrivés à atteindre nos objectifs et vérifier nos hypothèses.

En outre, nous avons pu voir que les cultivateurs membres bénéficiaires des financements de LOTUS FOOD, possèdent des atouts nécessaires pour créer dans l'avenir leurs propres micro-entreprises privées et donner de l'emploi aux chômeurs et renforcent leurs actions de développement socio-économique tant local que régional ; une fois tiré de cette labyrinthe qui les enfermait.

Nous pensons et nous sommes convaincu avoir apporté un plus dans la connaissance socio-économique des ménages bénéficiaires de la nouvelle pratique du SRI, aide matériel et financière que LOTUS FOOD accordent en y apportant notre vision d'analyse. Nous estimons n'avoir pas tout dit à cause de nos limites liées à la nature humaine. Nous laissons la porte ouverte à toute critique et suggestion, surtout de ceux dont la préoccupation sera d'améliorer les stratégies de la production et de la vulgarisation agricole afin que cette dernière joue efficacement son rôle des fondations du développement, objectif qui souhaitera notre société.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- 1) BALANDIER (G), *Anthropologie Politique*, Quadrige, Paris, 1967
- 2) BOURDIEU (P), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, précédée de 3 études d'ethnologies, Kabyle, éditions Minuit, 1970
- 3) CHEVRIER (S.) et DELVILLE (Ph), *Les enjeux du management interculturel dans les projets de coopération au développement : une question sous estimée ?*, Coopérer aujourd'hui n° 44, 2005
- 4) CONQUERY (M), VIDROVICTH, *Processus d'urbanisation en Afrique*, Tome 2, l'Harmattan 1998
- 5) COPANS (J), *Anthropologie et impérialisme*, Edition Anthropos, 1985
- 6) DURKHEIM (E.), *De la division du travail social*, Paris, Alcan, 1893, 1^{ère} édition, cité d'après la 7^{ème} édition, Paris, PUF, 1960
- 7) GABIN (Ph), *La communication. Etat des savoirs*, Editions Sciences Humaines, Paris 1999
- 8) GENTIL (D.), *Histoire de Développement. Trente ans de financement du développement : une complexité croissante*, Banque Mondiale, 1991
- 9) GIDDENS (A.), *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 1987
- 10) ROCHER (G.), *Introduction à la sociologie générale*, Le changement social, Editions HMH, Paris, 1969

Ouvrages spécifiques

- 11) BOURDIEU (P.), *La situation d'enquête et ses effets*, in BOURDIEU (P.), « La misère du monde », Seuil, Col. Points, Paris, 1993. In DANTIER (B.), « Textes de méthodologie en sciences sociales », un document produit en version numérique par Bernard Dantier, Bénévole, Docteur en sociologie de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales Membres de l'équipe EURIDES de l'Université de Montpellier 3.
- 12) CHRISTOPHE BAIL, "Environmental Governance : Reducing risks in democratic societies&quo, 2002
- 13) DURKHEIM (E.), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Alcan, 1897, cité d'après la 13^{ème} édition, Paris, PUF 1956
- 14) FREUD (S), *Psychopathologie de la vie quotidienne*. Edition Payot Paris, 1976
- 15) GABET (A), in « *Fracture Sociale* ». Ed. Ellipses, 2002

- 16) GEORGES (P.), *Géographie de consommation*, PUF, collection, Que sais-je ? n° 1062, nouvelle édition 1964
- 17) GILBERT (Y.), *Sociologie de la modernité et Modernité de la Sociologie*, Harmattan, 1997
- 18) GOFFMAN (E), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Ed. de Minuit, Paris, 1973
- 19) JEAN-TREYER (O.), DABAT (M.H.), GRANDJEAN (P).. 2007. In : *Colloque Scientifique "Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques"*, Antananarivo, 23-24 avril 2007. s.l. : s.n., 27 p.. Colloque Scientifique sur les Dynamiques Rurales à Madagascar : *Perspectives Sociales, Economiques et Démographiques*, 2007-04-23/2007-04-24, Antananarivo, Madagascar.
- 20) Pierre CALAME, « Des procédures de gouvernement au processus de gouvernance ». Séminaire 2006
- 21) Yves MENY et Jean-Claude THOENIG. *Politiques Publiques* ; Presses Universitaires de France, Paris, 2001
- 22) W. D. SUNDERLIN, “Global environmental change, sociology and paradigm isolation ”. *Global* , 2006
- 23) WEBER (M.), *Economie et Société*, Plon, Paris, 1965

Documents officiels

- 24) Evans, C. SRI Rice Cultivation. In the Farmers' Handbook « the Fields ». Appropriate Technology Asia, Kathmandu, Nepal Satyanarayana, A, et Sudhakara Babu, K. (2004). Manual on System of Rice Intensification (SRI). A Revolutionary Method of Rice Cultivation. Acharya N.G. Ranga Agricultural University, Rajendranagar, Hyderabad, India.
- 25) Styger, E. (2009). Système de Riziculture Intensive (SRI) - Évaluation communautaire dans les Cercles de Goundam et Dire, Tombouctou, Mali 2008/2009. Africare – Mali, Bamako, Mali.
- 26) Tefy Saina (2006). Voly Vary Maro Anaka. Système de Riziculture Intensive. Association Tefy Saina, Antananarivo, Madagascar.
- 27) Uphoff, N, and Tefy Saina. Comment faire pour avoir des plants de riz qui croissent mieux et qui produisent plus ? Informez-vous et informez les autres. Cornell University, Ithaca NY, and Tefy Saina, Antananarivo, Madagascar.
- 28) WASSAN (2006 a). SRI Method of Paddy Cultivation. Watershed Support Services and Activities Network (Wassan), Tarnaka, Secunderabad, Andhra Pradesh, India.

- 29) WASSAN (2006 b). SRI – System of Rice Intensification: An Emerging Alternative.
Watershed Support Services and Activities Network (Wassan), Tarnaka, Secunderabad,
Andhra Pradesh, India.

Webliographie

- 30) <http://développementdurable.revues.org/>
- 31) <http://agricultureetdéveloppementrural.org/>
- 32) <http://ec.europa.eu/agriculture/index-fr.htm/>
- 33) <Http://ciifad.cornell.edu/sri/extmats/angraumanualen.pdf>
- 34) <Http://ciifad.cornell.edu/sri/countries/mali/MaliAfricare08and09Fr.pdf>
- 35) <Http://ciifad.cornell.edu/sri/countries/madagascar/madmanual.pdf>
- 36) <Http://ciifad.cornell.edu/sri/extmats/frmanual.pdf>
- 37) Http://wassan.org/sri/documents/English_SRIbooklet_new.pdf
- 38) <Http://wassan.org/sri/documents/SRI%book%20English%20book%20-%20for>

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
1. Généralité et Contexte	1
2. Motifs du choix du thème et du terrain.....	1
3. Problématique.....	2
4. Les objectifs	2
5. Hypothèses	3
6. Méthodologie	4
I/PREMIERE PARTIE :	
RIZICULTURE MODERNE ET INITIATIVE PRIVEE D'INNOVATION	
Chap1. TENDANCES DE LA RIZICULTURE MODERNE.....	9
1.1. UN MALAISE MONDIAL.....	9
1.2. RAPPEL HISTORIQUE	9
1.2-1 Agriculture Traditionnel	9
1.2-2 Agriculture Moderne	10
1.2-3 Révolution verte.....	10
1.3. EFFETS DE L'AGRICULTURE MODERNE	11
1.3-1 Atteintes à l'Environnement	11
1.3-2 Inadéquation des techniques agricoles.....	11
1.3-3 Consommateurs en péril	12
Chap2. INTEGRATION DU RURAL AU MODERNISME ET COOPERATIVE KOLOHARENA.....	14
2.1. LA COOPERATIVE KOLOHARENA IVOLAMAIARINA AMPARAFARAVOLA.....	14
2.2. DIAGNOSTIQUE DE LA COOPERATIVE	16
2.2-1 Présentation de la Coopérative.....	16
2.2-2 Organigramme	17
2.2-3 Fonctionnement des organes de la Coopérative	18
2.2-3-1 Assemblée Générale	18
2.2-3-2 Le Conseil d'Administration.....	18
2.2-3-3 Les Commissions Diverses	18
2.3. LES ACTIVITES MENEES PAR LA COOPERATIVE	19
2.3-1 Le Centre D'Approvisionnement.....	19
2.3-2 La Fabrication de la Bougie « VOANONGO » (JATROPHA)	19
2.3-3 L'exportation de riz rose (catégorie DISTA)	20
2.3-4 Vulgarisation Agricole.....	22
CONCLUSION PARTIELLE.....	24

II/DEUXIEME PARTIE :

PROMOUVOIR LES SRI EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE DE RIZ ROSE

Chap.3 DYNAMIQUE DES TECHNIQUES CLASSIQUES A MADAGASCAR27

3.1. Les systèmes de culture qui semblent valables à long terme à Madagascar sont pour l'instant.....	27
3.1.1. Techniques permettant le démarrage du développement agricole sans investissement monétaire ni aide extérieure	27
3.1-2 Techniques concernant les cultures	28
3.1-3 Techniques concernant les aménagements	28
3.1-4 Techniques concernant la fertilisation	28
3.1-5 Techniques concernant la préparation du sol et son travail	28
3.2. Techniques améliorantes par des investissements productifs à faible consommation de capital	28
3.2.1 Techniques concernant les cultures	28
3.2-2 Techniques concernant les aménagements	29
3.2-3 Techniques concernant le travail	29
3.4. Investissements productifs constituant un progrès important dans l'amélioration de la Production et se répartissant sur plusieurs années	29
3.5. Résultats	29

Chap.4 MECANISATION EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE PAR LA KOLOHARENA

4.1 Les caractéristiques de la mécanisation en Agriculture Biologique	30
4.2 Pour le compostage en biomasse.....	31
4.3 Pour le hersage des rizières	31
4.4 Pour l'Emottage (Emboueur – Piétineur).....	32
4.5 Cordeaux de repiquage (3 éléments).....	33
4.6 Sarcleuses à lames SRI (dites « améliorées »)	34
4.7 Sarcleuse Hérisson (pour sol mou).....	34
4.8 Pompe aspirant (6m) et refoulant (10 m) à 2 pédales (sans accessoires).....	35
Chap.5 EVALUATIONS COMPARATIVES	36

5-1. Performance indéniable des pratiques de Koloharena	36
5-2. Reproduction de la pauvreté rurale à travers les techniques classiques	37
5-3. Limites de la politique du développement rural	38
5-4. Problèmes de GOUVERNANCE et de LEADERSHIP ou carence d'investissement	40

CONCLUSION PARTIELLE

III/TROISIEME PARTIE :

PROSPECTIVES D'AUTOSUFFISANCE RIZICOLE

Chap.6 PARAMETRE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE DE VULGARISATION ET CAPITALISATION D'EXPERIENCE

6-1 Modules de formation	44
6-2 Nécessité d'une formation paysanne.....	45
6-3 L'organisation de la formation.....	46
6-4 La formation des formateurs	46

6-5 La pratique de la formation	47
6.7. EXPERIENCE ET ACQUISITION DU TRAVAILLEUR SOCIAL	48
6.7-1. Nécessité d'Investissement dans le 3P (Partenariat, Privé, Public...)	48
6.7-2. Nécessité de nouvelle pratique de Gouvernance	49
6.7-3. Nécessité de Leadership de compétence à tous les niveaux (du haut vers le bas et du bas vers le haut)	50
Chap.7 DISTRIBUTION DE RESPONSABILITE	51
CONCLUSION GENERALE.....	58
BIBLIOGRAPHIE	60
Ouvrages généraux.....	61
Ouvrages spécifiques.....	61
Documents officiels.....	62
Webliographie	63
TABLE DE MATIERES.....	64
LISTE DES ABREVIATIONS	
LISTES DES PHOTOS ET TABLEAUX	
ANNEXES	
Annexe 1 : Questionnaire pour la population cible	
Annexe 2 : Questionnaire pour les responsables du centre	
Annexe 3 : Curriculum vitae	
RESUME	

**LISTE DES PHOTOS ET DES
TABLEAUX:**

LISTE DES PHOTOS

- Photo1 : La Coopérative koloharena
- Photo2 : Riz Dista Biologique
- Photo3 : Mise en sac des produits bio
- Photo4 : Broyeur à manivelle
- Photo5 : Compostage en biomasse
- Photo6 : Grande herse à 15 lames
- Photo7 : Herse à lame légère
- Photo8 : Herse à lame jardinière
- Photo9 : Rouleau à hérisson
- Photo10 : Cordeaux de repiquage
- Photo11 : Sarcleuse à lame SRI
- Photo12 : Sarcleuse distinctes
- Photo13 : Sarcleuse à Hérisson
- Photo14 : Pompes Aspirants

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : REPARTITION PAR AGE DE L'ECHANTILLON

TABLEAU 2 : REPARTITION PAR SEXE

TABLEAU 3 : PRESENTATION DU TERRAIN, LA SUPERFICIE, LE RENDEMENT PAR
HECTARE ET LES NOMBRES DES CULTIVATEURS

TABLEAU 4 : LES DIFFERENCES DE PRIX ENTRE riz exotique et riz rose

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES ABREVIATIONS

3P : Partenariat Privé Public

AG : Assemblée Générale

ATS : Méthode Active et Participative

BAMEX : Organisme privée pour le développement

BIO : Biologique

BVLAC : Bassin Versant de Lac Alaotra

CA : Conseil d'Administration

CE : Normes Européennes

CODAL : Société malgache de collecte

CNKH : Confédération Nationales des KOLOHARENA

CVT : Produit en Conversion Biologique

ECOCERT : Certification Biologique

ERI : Organisme privée pour le Développement

FPTSD : Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement

LDI: Landscape Development Interventions

MARP: Méthode Accélérée de Recherche Participative

NOP: Norm American pour la Production

KH : KOLOHARENA

SRA: Système de Riziculture Amélioré

SRI: Système de Riziculture Intensif

TANY MEVA: Association Paysanne (fabrication de bougie jatropha)

TVA: Taux des Valeurs Ajoutées

ANNEXES

ANNEXE I : Questionnaire

- 1) Prénom (ou pseudonyme) :
- 2) Age :
- 3) Sexe :
- 4) Situation matrimoniale :
- 5) Niveau d'étude :
- 6) Profession actuelle :
- 7) Confession religieuse :
- 8) Profession du conjoint :
- 9) Niveau d'étude du conjoint :
- 10) Nombre d'enfant à charge :
- 11) Niveau d'étude des enfants :
- 12) Comment appréciez- vous les activités de KOLOHARENA ?
- 13) Depuis quand êtes- vous membre de KOLOHARENA, et pensez-vous avoir recours à cette institution pour plus tard ?
- 14) Quels ont été vos objectifs quand vous avez approché KOLOHARENA, et comment se sont passées les réalisations ?
- 15) Est- ce que KOLOHARENA vous a apporté des bénéfices ? lesquels ? que pensez- vous des autres institutions de développement rural ?
- 16) Quels ont été les problèmes auxquels vous et le personnel de KOLOHARENA ont fait face ? y a-t-il eu des problèmes d'ordre personnel ?
- 17) Comment avez- vous utilisé les aides matériels et les intrants que la coopérative vous contracte ?
- 18) Quels ont été les impacts de votre démarche dans votre famille, dans votre travail, dans votre vie quotidienne ?
- 19) Pensez- vous qu'une telle institution puisse développer Madagascar ?
- 20) Quelles sont vos suggestions pour une meilleure efficience de la production agricole à Madagascar ? dans votre quartier ?

ANNEXE II : QUESTIONNAIRE POUR LES RESPONSABLES DU CENTRE

Quand a été créé la Coopérative Koloharena Amparafaravola ?

Quelles sont vos principales activités ?

Quelles sont vos objectifs ?

Quels sont vos partenaires ?

Quelles stratégies adoptez-vous ?

Est-ce que vous envisage des autres projets pour fortifier votre activité ?

Est-ce que vous constate un grand obstacle majeur qui vous bloque souvent et qui vous empêche de se développer normalement ?

Quels sont les appuis et les aides de l'extérieur que vous souhaiterai à avoir : sur la gestion financière, sur la gestion des personnelles, sur la communication ou autres ? C'est-à-dire les moyens nécessaires qui permettent de garantir l'efficacité de votre activité ?

Est-ce que le fait d'avoir des partenaires étrangers ou locales permettent d'atteindre le développement ? Est-ce que le réseau de partenariat est-il bénéfique dans les mondes des affaires ?

Quels sont les opportunités que vous gagnent depuis l'exportation du riz rose jusqu'à maintenant ? Est qu'elle est rentable ?

ANNEXE III : CURRICULUM VITAE

ETAT CIVIL

Nom : RAKOTOHASIMBOLA

Prénoms : Dina Manoela

Situation matrimoniale : Célibataire

Date et lieu de naissance : 24 Décembre 1989 à Camp- Gallieni TOAMASINA

Adresse : Bloc 125 Porte C1 Cité Universitaire Ambohipo

Tel : 0334050648 ; 0346346656

E mail : Manoela@gmail.com



DIPLOMES ET ETUDES FAITES

2011 : licences professionnelles en SOCIOLOGIE option TRAVAIL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT à l'université d'Antananarivo (en cours)

2010 : DTS en travail social et développement à l'Université d'Antananarivo

2007 : Baccalauréat SERIE C au lycée AMBATONDRAZAKA

2006 : Baccalauréat SERIE A2 au lycée AMBATONDRAZAKA

FORMATION PROFESSIONNELLE

2011 : stage auprès de la COOPERATIVE KOLOHARENA AMPARAFARAVOLA, région ALAOTRA MANGORO

2010 : Stage au sein de la REGION ITASY (Direction Administrative de Gestion Territoriale «DAGT »)

2010: stage auprès de la Commune rural ANTANETIBE MAHAZAZA

2009 : stage auprès de l'AKANY AVOKO AMBOHIDRATRIMO

2009 : stage auprès de la Commune rurale TANAMBE, district AMAPARAFARAVOLA

CONNAISSANCE DIVERS

Informatique : Ciel Compta, Word, Excel, Power Point, Internet

Permis de Conduire Catégorie B

LANGUES

Malagasy : langue maternelle

Français : lu, écrit, parlé

Anglais : lu, écrit, parlé

DIVERS

Associations : CONSEILLER PARTICULIER du président de l'AEFPTSD (Association de l'Etudiant de la Formation Professionnaliste en Travail Social et Développement) (Université d'Antananarivo)

Loisirs : Internet, musique, sport,

Je déclare sur l'honneur que ces renseignements reflètent sincèrement ma situation et mes qualifications actuelles.

Titre : LA STRATEGIE DE VULGARISATION AFIN D'AMELIORER LA PRODUCTION RIZICOLE. Région Alaotra Mangoro, district d'Amparafaravola. Cas du riz rose dista biologique

Présenté par : RAKOTOHASIMBOLA Dina Manoela

Nombre de pages : 67

Nombre de référence bibliographique : 38

Nombre de tableaux : 04

Nombre de photos : 14

Nombres des annexes : 03

Rubrique épistémologique : la structuro fonctionnalisme, la théorie de solidarité, la sociologie des organisations, la sociologie du développement rural,

RESUME

Il existe des stratégies que les gens déploient pour affronter la pauvreté et l'autosuffisance alimentaire. Mais quand on parle de ces dernières, on parle de quoi ? On évoque les niveaux de vie qui ont des difficultés à se structurer convenablement pour assurer un bien être effectif. On évoque aussi les carences en matière éducationnelle, en capital financier, ou encore en termes de perspectives de promotion sociale. Puisque les pouvoirs d'achat et les rentrées d'argent connaissent des difficultés, une des stratégies possibles c'est la pratique de la nouvelle technique de production dit « SRI» par le fait de s'adhérer au sein des organismes locaux pour le développement, comme la Coopérative Koloharena Amparafaravola. Leurs membres connaissent un bénéfice incomparable par rapports aux autres cultivateurs qui ne maîtrisent même pas la technique. Mais cela nécessite des fortes vulgarisations de la technique avec les ingénieurs Agronomes et les docteurs vétérinaires que la coopérative essaye de faire maintenant. Ainsi, l'action de Koloharena ne suffit pas mais cela demande la prise de responsabilité de l'Etat, les Investisseurs, les ONG, de tous ceux qui ont compris que son survie se rattache à jamais du monde rural. Ce mémoire s'attache à explorer les termes d'une telle dynamique, dans une société en crise (crise politique, crise économique e- peut être aussi une crise culturelle).

Mots clés : Agriculture durable, protection du terroir, autosuffisance alimentaire, pauvreté, monde rural, investissement, leadership, la gouvernance, promotion sociale, société, etc....

Encadreur Pédagogique : Docteur RANAIVOARISON Guillaume

Encadreur Professionnel : Monsieur ANDRIAMANANTSEHENNO Harisoa